



ÉVALUATION EAU HYGIENE ASSAINISSEMENT DIFFA

Région de Diffa, Niger

Août 2016

À propos de ce rapport

L'évaluation a été conduite dans le cadre du partenariat global entre le Cluster Eau, Hygiène, et Assainissement (EHA) Global et REACH. Depuis 2015, REACH a mobilisé des spécialistes en évaluation et en gestion de l'information pour aider le Cluster EHA Global à améliorer la disponibilité de données visant à informer la prise de décision lors de la planification et du suivi de la réponse. Cette évaluation spécifique a été conduite dans la région de Diffa au Niger du 30 mai au 26 juin 2016.

Remerciements

Le Cluster EHA Global et le Cluster EHA du Niger soulignent la contribution des partenaires qui ont contribué à cette évaluation EHA, menée dans la région de Diffa : ACF, ACTED, CARE et DEMI-E.



Soutenu par :



Image de couverture : Montage de photos de points d'eau prises par les énumérateurs durant l'évaluation dans la région de Diffa durant le mois de juin 2016 © REACH

À propos de REACH

REACH est une initiative conjointe de deux organisations non-gouvernementales internationales, ACTED et IMPACT Initiatives, et du Programme Opérationnel des Nations Unies pour les Applications Satellitaires (UNOSAT). REACH a été créé en 2010 pour développer des outils et des produits d'information qui contribuent à soutenir les acteurs humanitaires en mettant à leur disposition des informations et analyses afin de renforcer leur capacité décisionnelle dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. L'ensemble des activités de REACH est mené en appui et au sein des mécanismes inter-agences de coordination établis au niveau local, régional et global.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site internet: www.reach-initiative.org. Vous pouvez aussi contacter REACH Niger directement à: niger.contact@reach-initiative.org, ainsi que suivre sur Twitter @REACH_info.

Résumé et conclusions principales

Dans un contexte de pénuries en eau et de déplacements continus à travers la région, les données de la Direction Régionale de l'État Civil et de Réfugiés (DREC-R), publiées en mai 2016, indiquent que la région de Diffa compte 82,524 personnes réfugiées, 31,524 retournés, et 127,208 déplacés internes qui ont besoin d'une assistance humanitaire¹. D'après les données récoltées par les organisations non-gouvernementales (ONG) et les agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en juin 2016, près de 43,000 personnes à Kidjendi, près de 13,000 personnes à Gagam, 22,800 à Garin Wanzam, plus de 18,300 à Mainé Soroa, et 23,300 à Nguigmi ont été jugées dans le besoin². Face à la crise en cours, les acteurs humanitaires, sous l'impulsion du Groupe Technique Eau, Hygiène, et Assainissement (EHA) dans la région de Diffa et du Cluster EHA dans la capitale Niamey, ont mis en place une intervention d'urgence pour répondre aux besoins accrus des populations dans le secteur EHA. La réponse EHA a été élaborée en collaboration avec la Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA) et les acteurs de coordination, notamment la Cellule de Coordination Humanitaire.

Dans un contexte de manque d'information sur l'étendue des besoins dans le secteur EHA, la présente évaluation a été menée dans le but de mieux comprendre la situation en termes d'infrastructures dans les zones les plus touchées par les déplacements dans la région de Diffa au Niger. Menée entre le 30 mai et le 23 juin 2016 avec l'assistance du Cluster EHA Global, elle a mis en lumière une série de particularités propres à la situation des points d'eau et des latrines dans la région de Diffa. L'évaluation a été articulée autour de deux composantes : une évaluation de l'état et de la gouvernance des infrastructures d'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, suivie d'une évaluation des infrastructures de latrines communes construites dans le cadre de la réponse d'urgence aux déplacements forcés.

L'évaluation présente les conclusions s'appuyant sur les données collectées dans la région de Diffa, située dans l'Est du Niger, à la frontière avec le Nigéria et le Tchad voisins. Étant l'une des régions les moins densément peuplées du Niger, elle est composée de six départements : Bosso, Diffa, Goudoumaria, N'Guigmi, Maine-Soroa, et N'Gourti. Menée dans un contexte de forte insécurité et de déplacements continus à travers la région de Diffa et depuis le Nigéria voisin, l'évaluation EHA a notamment permis de mettre l'accent sur le rôle positif joué par les comités de gestion (CGs) dans la gestion et la maintenance des ouvrages d'eau et des latrines, de confirmer que la majorité des points d'eau évalués étaient fonctionnels en juin 2016, mais a aussi montré que des problèmes étaient présents et qu'une partie de la population était déjà engagée dans des habitudes de consommation d'eau risquées.

L'évaluation EHA présente séparément les résultats pour les points d'eau et pour les latrines communes. Deux stratégies d'échantillonnage différentes ont été utilisées, tel que détaillé dans la section méthodologie du rapport. Si les conclusions pour les points d'eau sont généralisables à toute les zones de la région de Diffa ayant accueilli des réfugiés avec un intervalle de confiance de 96% et une marge d'erreur de 4.5%, les résultats pour les latrines sont indicatifs, et ne présentent des informations qui ne se rapportent qu'aux populations habitant près de ces installations dans la région de Diffa. Aussi bien pour les points d'eau, que pour les latrines, l'évaluation a été organisée selon deux parties comprenant trois questionnaires distincts. Le premier questionnaire était rempli par l'énumérateur lui-même sur la base de ses observations; le deuxième était adressé au CG de l'infrastructure, si existant, et le troisième aux usagers de l'infrastructure. Les résultats présentés sont donc une combinaison de ces différents questionnaires, qui ont été élaborés afin d'être complémentaires et permettre de donner une image d'ensemble. À chaque fois, le rapport mentionne comment et auprès de qui les différentes informations ont été collectées. Ci-dessous, les conclusions principales de l'évaluation EHA sont résumées.

¹ Niger Humanitarian Situation Report – April 2016, UNICEF, May 2016, (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Niger%20Humanitarian%20Sitrep%20-%20April%202016.pdf>).

² Assessments in Diffa Region (June 2016), UNOCHA, 11 juillet 2016, (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/diffa_assessments_june_2016.pdf)

- **Fonctionnalité des points d'eau** : 70% des points d'eau visités sont fonctionnels, une proportion élevée qui peut s'expliquer par le fait que près du trois quart (73%) des points sont récents, ayant été installés entre 2015 et 2016. Malgré cela, ces ouvrages restent sujets aux pannes : 63% des points d'eau où des CGs sont présents ont subi une panne dans les six derniers mois, et 59% de tous les points d'eau ont déjà subi, d'après les usagers, au moins une panne. Ces pannes forcent une partie de la population (17%) à recourir à des stratégies palliatives risquées, tel qu'utiliser des sources d'eau de qualité inférieure.
- **Utilisation des points d'eau** : 29% des points d'eau sont utilisés par moins de 70 ménages, et 37% par entre 71 et 199 ménages, 28% par entre 200 et 300 ménages, et finalement 6% par 300 ménages ou plus. Avec une taille moyenne de ménage calculée à 6,8 personnes, il ressort que pour 79% des points d'eau, le nombre de personnes utilisant le point d'eau est supérieur aux standards Sphère de 500 personnes maximum par pompe manuelle³.
- **Coût de l'eau** : Les points d'eau se divisent entre gratuits et payants, ces derniers représentant près des deux-tiers de l'ensemble. Il n'y a pas de différence nette en termes de fréquence des pannes entre points d'eau payants et gratuits. Pour les points d'eau payants, un problème d'accès à l'eau pour les populations déplacées les plus vulnérables peut être présent, ce qui explique la gratuité temporaire de plusieurs de ces points tel qu'expliqué dans le présent rapport.
- **Comités de gestion (CGs) aux points d'eau** : 82% des points d'eau sont gérés par des CGs et 92% des usagers interrogés ont une opinion favorable de l'action des CGs. Bien que le rôle des CGs soit limité par un manque de formation technique et de moyens, les ouvrages avec CGs sont en général mieux aménagés et entretenus. Seul 39% des CGs ont reçu une formation au cours des 12 derniers mois ; 92% des CGs ne disposaient pas des pièces nécessaires pour des réparations, et 81% n'avaient pas les outils.
- **Quantité d'eau consommée** : Il n'y a pas de différence au niveau des habitudes de consommation des usagers entre points d'eau gratuits et payants. 33% de la population rapporte consommer moins de 15 L par personne par jour, une quantité insuffisante d'après les standards Sphère. 2.5% de la population rapporte consommer moins de 7.5 L, le seuil minimal en situation de crise pour les besoins de base⁴.
- **Fonctionnalité des latrines** : La majorité (86%) des latrines publiques a été jugée fonctionnelle, mais 62% ont été rapportées comme étant « sales » ou « très sales » par les usagers. Beaucoup de latrines manquent d'aménagements. 75% des latrines n'avaient pas de station de lavage des mains. L'absence de séparation entre latrines pour hommes et pour femmes est la norme (76% des cas). En parallèle, aucune latrine avec un verrou n'a été observée dans 83% des ouvrages. Ces deux aspects suggèrent la présence de risques potentiels quant aux violences liées au sexe et au genre, surtout pour les femmes, près des latrines publiques.
- **Comités de gestion (CGs) des latrines** : L'impact des CGs sur la qualité des latrines publiques était particulièrement important alors que des CGs ont été relevés dans 20 des 31 latrines évaluées (65% des cas). Si 100% des latrines avec CGs étaient fonctionnelles, ce n'était le cas que pour 56% de celles sans CG d'après les observations des énumérateurs. En moyenne, les latrines avec CGs sont également mieux aménagées, et construites avec des matériaux plus durables. L'action des CGs pour les latrines reste limitée par un manque de moyens et de compétence technique. Seul 50% des CGs possèdent des consommables pour l'entretien des latrines, et seul 50% ont les outils nécessaires. Deux-tiers des CGs sont engagés dans des actions de sensibilisation aux pratiques d'hygiène dans leurs communautés.
- **Pratiques d'hygiène des usagers** : 46% des personnes interrogées ont rapporté se laver les mains entre deux et cinq fois par jour. Parmi celles qui se lavent les mains, 68% ont rapporté utiliser du savon, un taux relativement élevé pour le Niger d'après les partenaires présents sur le terrain.

³ « Standard 1 sur l'approvisionnement en eau : accès à l'eau et quantité », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard1-sur-l-approvisionnement-en-eau-acces-a-l-eau-et-quantite/>).

⁴ *Ibid.*

Table des matières

À propos de ce rapport.....	2
Remerciements.....	2
Table des matières.....	5
Liste des acronymes.....	6
Divisions géographiques et administratives.....	6
Liste des tableaux, graphiques et cartes.....	6
Introduction.....	7
Méthodologie.....	8
Évaluation des points d'eau.....	8
Évaluation latrines communes.....	9
Collecte et nettoyage des données.....	10
Limitations.....	11
Présentation des résultats.....	12
Points d'eau.....	12
Infrastructures.....	12
CGs aux points d'eau.....	18
Ménages et Consommation.....	20
Latrines.....	23
Infrastructures.....	23
Comités de gestion (CG) aux latrines.....	24
Comportements des usagers de latrines.....	25
Conclusions et recommandations.....	27
Recommandations.....	28
Annexes.....	29
Annexe 1 : Liste des indicateurs points d'eau.....	29
Annexe 2 : Liste des indicateurs latrines.....	31

Liste des acronymes

GWC	Cluster EHA Global
CFA	Communauté Financière d'Afrique (franc CFA)
CG	Comité de gestion
DREC-R	Direction Régionale de l'État Civil et de Réfugiés
DRHA	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Assainissement
EHA	Eau, assainissement et hygiène
HNO	Aperçu des Besoins Humanitaires
ODK	Open Data Kit
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PDI	Personnes déplacées internes
RRM	Mécanisme de Réponse Rapide
TDR	Termes de Référence

Divisions géographiques et administratives

Région	C'est la division administrative la plus élevée au niveau national. Il y a huit régions au Niger.
Département	Les régions sont divisées en départements. Il y a 67 départements au Niger. Chaque région comporte entre 6 et 13 départements.
Commune	Les départements sont divisés en communes. Il y a 266 communes au Niger. Les communes se divisent entre urbaines (chefs-lieux des départements) et rurales. Les arrondissements communaux des grandes villes du pays sont comptés comme commune. Il y a par exemple 5 arrondissements de ce type dans la capitale Niamey.
Village	Les communes se composent de plusieurs villages. C'est la division administrative la plus basse. Les quartiers (480), les villages administratifs (11,298), les campements peul-touareg (2,726), les hameaux (16,514), et les points d'eau (1,243) sont comptés comme villages.

Liste des tableaux, graphiques et cartes

Tableau 1 : Échantillonnage et estimation du niveau de confiance sur les résultats pour les points d'eau	9
Tableau 2 : Échantillonnage et estimation du niveau de confiance sur les résultats pour les latrines	10
Graphique 1 : Évaluation de la qualité de l'eau	13
Graphique 2 : Nombre de ménages en moyenne utilisant les points d'eau	14
Graphique 3 : Durée moyenne des pannes aux ouvrages d'eau d'après les usagers	14
Graphique 4 : Causes des pannes aux points d'eau avec CGs	15
Graphique 5 : Stratégies palliatives de la population en cas de panne du point d'eau principal	16
Graphique 6 : Types de cotisation aux points d'eau avec CGs	16
Graphique 7 : Opinion des usagers sur les CGs entre points d'eau gratuits et payants	17
Graphique 8 : Types de formations demandées par les CGs aux points d'eau	20
Graphique 9 : Quantités d'eau consommées par la population par point d'eau gratuit et payant	21
Graphique 10 : Pourcentage des populations hôtes et déplacés traitant l'eau	22
Carte 1 : Points d'eau et latrines sélectionnés pour l'évaluation EHA dans la région de Diffa au Niger	8
Carte 2 : Stratégie d'échantillonnage des usagers près des latrines publiques	10

Introduction

Depuis février 2015, la situation sécuritaire dans la région de Diffa au Niger s'est détériorée suite à la multiplication des attaques menées par le groupe armé Boko Haram, présent de part et d'autre de la frontière avec le Nigéria. Depuis avril 2016, la fréquence des attaques s'est encore intensifiée, avec une double attaque frappant la ville de Bosso, frontalière du Nigéria, au début de juin⁵. Fuyant l'insécurité, les retournés nigériens et réfugiés nigériens se sont installés au Niger dans les camps de Kabalewa et Sayam Forage, dans des sites spontanés le long de la Route Nationale 1 qui traverse la région de Diffa, et ont trouvé refuge au sein des communautés hôtes. Ces dernières souffraient cependant déjà de conditions de vie difficiles causées entre autres par un manque d'accès aux services de base et à des moyens de subsistance.

Selon les données de la Direction Régionale de l'État Civil et de Réfugiés (DREC-R), publiées en mai 2016, la région de Diffa compte 82,524 personnes réfugiées, 31,524 retournés, et 127,208 déplacés internes qui ont besoin d'une assistance humanitaire⁶. Des dizaines de milliers – jusqu'à 70,000 selon les estimations – de nouveaux déplacés se sont ajoutés après les attaques sur Bosso au mois de juin⁷. D'après les données récoltées par les organisations non-gouvernementales (ONG) et les agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en juin 2016, près de 43,000 personnes à Kidjendi, près de 13,000 personnes à Gagam, 22,800 à Garin Wanzam, plus de 18,300 à Mainé Soroa, et 23,300 à Nguigmi ont été jugées dans le besoin⁸. En juin 2016, des besoins importants ont été constatés dans les secteurs abris, articles non-alimentaires, éducation, EHA, et alimentation⁹.

La réponse humanitaire reste aujourd'hui orientée vers des réponses d'urgence afin de pallier aux besoins essentiels des populations déplacées et hôtes. Alors que la crise se poursuit, il devient toutefois de plus en plus important de chercher à pérenniser ces stratégies de réponse, à travers entre autres la mise en place de programmes de reconstruction sur le moyen et long-terme visant à renforcer la résilience des communautés touchées. Les données disponibles pour informer la réponse humanitaire en ce sens proviennent majoritairement du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM)¹⁰ et d'une analyse des besoins qui perdurent à partir d'une évaluation des infrastructures existantes. Orientées vers des résultats rapides et une approche multisectorielle ciblée sur les zones les plus affectées, les données disponibles demeurent limitées et rendent difficiles une planification de la réponse EHA dans la région de Diffa du Niger.

C'est pour mieux comprendre la situation en termes d'infrastructures dans les zones les plus touchées par les déplacements que le Cluster EHA a mené la présente évaluation dans la région de Diffa au Niger. Soutenu par une consultation en amont avec les partenaires sur le terrain, le Cluster EHA Global a appuyé l'évaluation par le déploiement d'un spécialiste d'évaluation au Cluster EHA Niger. L'objectif de l'évaluation EHA visait à apporter des informations nécessaires pour mieux comprendre la situation aux points d'eau et aux latrines dans un contexte de déplacements continus et de planification d'une réponse humanitaire par les partenaires.

L'évaluation EHA a été conduite dans la région de Diffa entre le 30 mai et le 23 juin 2016 : dans un premier temps afin d'évaluer l'état et la gouvernance des infrastructures d'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, puis afin d'évaluer les latrines communes construites dans le cadre de la réponse d'urgence aux

⁵ « Niger: les habitants de Bosso fuient la ville pillée par Boko Haram », *RFI*, 5 juin 2016, (<http://www.rfi.fr/afrique/20160605-niger-habitants-bosso-fuient-ville-pillee-boko-haram>)

⁶ *Niger Humanitarian Situation Report – April 2016*, UNICEF, May 2016, (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Niger%20Humanitarian%20Sitrep%20-%20April%202016.pdf>).

⁷ Synthèse et Analyse sur les déplacements forcés dans la région de Diffa – Niger, *UNHCR/ DREC-R*, 12 juin 2016, (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Dashboard_Diffa_2016-06_0.pdf).

La DREC-C donne une estimation légèrement inférieure à 70,000 nouveaux déplacés depuis Bosso.

⁸ *Assessments in Diffa Region (June 2016)*, UNOCHA, 11 juillet 2016, (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/diffa_assessments_june_2016.pdf).

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Financé par Unicef, le RRM est un mécanisme mobile de réponse rapide qui doit s'adapter aux mouvements de population dans des zones très souvent difficilement accessibles, lors de déplacements qui font suite à des crises telles que des conflits et des catastrophes naturelles. Le RRM comprend une phase d'évaluation et une phase d'assistance humanitaire sous la forme de distributions de biens de première nécessité. Plusieurs ONG sont partenaires dans le cadre du projet RRM.

déplacements forcés. Dans les deux cas, ces évaluations ont été menées avec une méthodologie mixte d'observations par les énumérateurs, d'entretiens avec des représentants des comités de gestions des infrastructures si ceux-ci étaient présents, et d'entretiens avec des usagers des infrastructures.

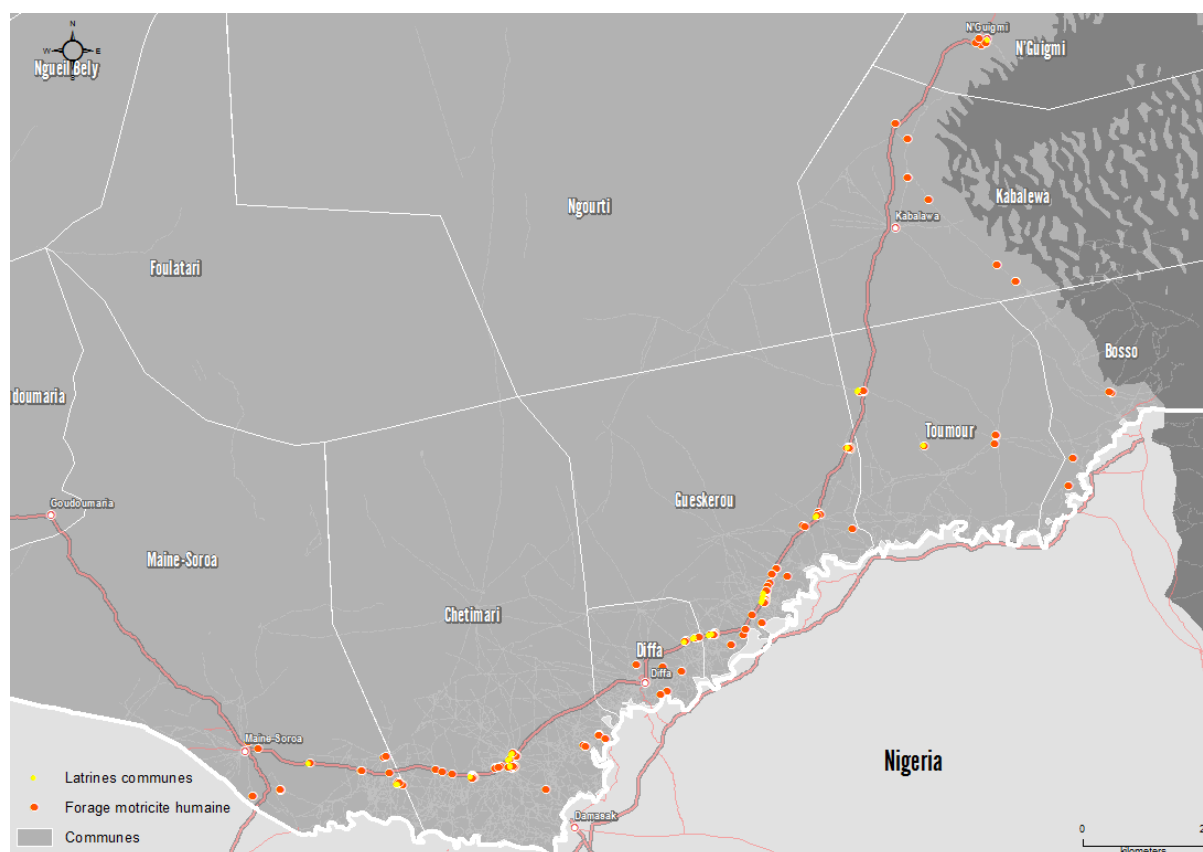
Méthodologie

Cette section décrit la méthodologie utilisée pour l'évaluation, ainsi que la stratégie d'échantillonnage utilisée. Les Termes de Référence de l'évaluation sont disponibles au [lien suivant](#) et la base de données se trouve sur HDX au [lien suivant](#). Les indicateurs utilisés pour l'évaluation sont présentés dans les Annexes 1 et 2.

Évaluation des points d'eau

L'évaluation des points d'eau avait pour objectif la production de résultats quantitatifs sur l'état et la gouvernance des infrastructures d'approvisionnement en eau généralisable pour les sites ayant accueilli des déplacés dans la région de Diffa depuis 2013 (Carte 1).

Carte 1 : Points d'eau et latrines sélectionnés pour l'évaluation EHA dans la région de Diffa au Niger



La méthodologie s'appuie sur un échantillonnage aléatoire des points d'eau à motricité humaine dans les villages d'accueil de la région de Diffa, information collectée par REACH et UNHCR entre novembre 2013 et avril 2016. Afin de différencier les infrastructures évaluées entre les différentes années, les points GPS et l'année de collecte de données ont été utilisés. Deux infrastructures distantes de moins de 50m, visitées à des années différentes, sont considérées comme étant la même infrastructure. L'évaluation au point d'eau est composée d'une première partie destinée à l'évaluation des aspects physiques du point d'eau par une observation directe menée par les énumérateurs, et d'une seconde partie avec une enquête destinée à un membre du comité de gestion et une courte enquête avec des usagers de l'infrastructure.

Taille de l'échantillon et marge d'erreur

Afin d'obtenir des résultats généralisables pour tous les sites ayant accueilli des déplacés dans la région de Diffa avec un niveau de confiance de 96% et une marge d'erreur de 4.5%, 155 points d'eau, dont 112 avec comités de gestions (CGs), ont été évalués pendant la période d'enquête. Afin de capturer la perception des ménages bénéficiaires du point d'eau, 10 enquêtes individuelles, lorsque possible, ont été réalisées parmi les utilisateurs du point d'eau, sélectionnés de manière aléatoire dans la queue.

1242 usagers ont été interrogés pour l'évaluation mais, en raison du biais introduit par la méthode de sélection, les résultats collectés pour ce groupe ne pourront être généralisés à toute la population de la région. Ces résultats seront malgré tout représentatifs de la population utilisant un point d'eau à motricité humaine dans les sites de Diffa accueillant des déplacés avec un niveau de confiance de plus de 97% avec une marge d'erreur de moins de 3%. Étant donné les incertitudes sur les estimations de population, la marge d'erreur et le niveau de confiance ont été calculés sur la base d'une population infinie¹¹ (Tableau 1).

Tableau 1 : Échantillonnage et estimation du niveau de confiance sur les résultats pour les points d'eau

Cible	Nombre total	Echantillon	Effet du plan expérimental	Intervalle de Confiance	Marge d'erreur
Points d'eau et comité de gestion	210	155	NA	~96%	~4.5%
Usagers de point d'eau	Infini	1242	1.54	>97%	<3%

Évaluation latrines communes

L'évaluation hygiène et assainissement a eu pour but de comprendre les potentielles difficultés rencontrées lors de l'entretien et l'utilisation des infrastructures d'hygiène par les communautés, ainsi que par les comités de gestion (si existants). Les sites ont été sélectionnés en parallèle à l'échantillonnage des points d'eau sur la base des informations mises à disposition par le cluster EHA, de la matrice 6W, et du suivi des infrastructures effectué par REACH au cours des mois de mai et juin 2016.

Stratégie d'échantillonnage

Les latrines ont été sélectionnées pour évaluation si elles se trouvaient dans un rayon de 500 mètres d'un point d'eau précédemment évalué. En parallèle, un questionnaire d'observation a été réalisé afin d'apprécier le type de construction, la maintenance et la propreté de la latrine. Un questionnaire avec le comité d'hygiène de gestion (si existant) de l'infrastructure a été réalisé, et l'évaluation a aussi intégré une enquête auprès des usagers.

Taille de l'échantillon et marge d'erreur

Un total de 31 latrines communes, construites surtout dans le cadre de la réponse d'urgence aux déplacements, a été évalué au cours de l'évaluation hygiène et assainissement. Pour les usagers, un maximum de 10 ménages résidant dans les environs de chaque infrastructure a été interrogé sur leur perception de la structure (propreté, sécurité), ainsi que sur leurs pratiques en termes d'hygiène et d'assainissement. 241 ménages se trouvant dans les environs de l'infrastructure ont été interrogés pendant l'évaluation (Carte 2). Le total, inférieur à celui prévu, s'explique par 1) le fait qu'il n'y avait pas d'usagers sur les latrines non-fonctionnelles, et 2) une contrainte de temps qui a parfois forcé les énumérateurs à privilégier les questionnaires avec les usagers des points d'eau au détriment de ceux avec les usages des latrines.

¹¹ Un outil pour estimer la marge d'erreur en fonction de la population et la taille de l'échantillon est disponible sur <http://www.raosoft.com/>.

Carte 2 : Stratégie d'échantillonnage des usagers près des latrines publiques



Les usagers de latrines ont été sélectionnés de manière aléatoire systématique. Pour ce faire, les enquêteurs se placent au milieu de la zone où se situe la latrine puis, de manière aléatoire, se dirigent dans une direction et comptent tous les ménages jusqu'à la limite de la zone. Les enquêteurs se répartissent ensuite parmi tous les N ménages en fonction du nombre total de ménage. Par ce système, les résultats obtenus pour les usagers de latrines pourront être généralisés à la population de la région de Diffa ayant accès à une aire de service de latrines publique avec un niveau de confiance de plus de 92.5%, et moins de 7.5% de marge d'erreur (Tableau 2). Les informations obtenues par observation des latrines, et auprès de CGs, ne sont pas généralisables à l'ensemble de la région Diffa.

Tableau 2 : Échantillonnage et estimation du niveau de confiance sur les résultats pour les latrines

Cible	Nombre total	Echantillon	Effet du plan expérimental	Confiance	Marge d'erreur
Latrines et comité de gestion	-	31	-	-	-
Usagers de point d'eau	Infini	241	1.54	>92.5%	<7.5%

Collecte et nettoyage des données

L'évaluation a été menée en utilisant un questionnaire administré par des énumérateurs préalablement formés en utilisant la technologie *Open Data Kit (ODK)* sur des téléphones avec système d'exploitation *Android*. Après la fin de la collecte des données, un processus de nettoyage a permis l'élimination des erreurs. Les erreurs étaient principalement dues à 1) des questions mal comprises par les énumérateurs et/ ou les personnes sondées, et 2) la faiblesse des informations initiales sur les points d'eau, alors que certains points qui étaient marqués comme étant à motricité humaine ne l'étaient pas.

Dans les cas où des erreurs ont été relevées, les données correspondantes ont été retirées. Des questionnaires entiers ont été supprimés dans deux cas 1) lorsqu'une erreur de localisation avait été enregistrée avec soit une mauvais localisation, soit un doublon entre deux points d'eau, et 2) lorsque que les énumérateurs avaient fait une erreur en ne suivant pas les consignes et en évaluant une latrine qui n'était pas collective.

Limites

Bien que permettant de mieux comprendre la situation, il est important de rappeler que seules les données concernant l'état et la gestion des points d'eau sont généralisables pour les sites ayant accueilli des déplacés dans la région de Diffa. Cela n'est pas le cas de la perception des usagers, ainsi que de l'évaluation des latrines.

Dans un contexte d'arrivée de nouvelles populations (déplacées, réfugiées, retournées), l'évaluation parvient parfois à différencier les populations hôtes et non-hôtes dans l'analyse. Du fait de la stratégie d'échantillonnage, ceci ne s'est avéré possible que pour la partie accès et gouvernance des points d'eau de l'évaluation. Dans la partie hygiène et assainissement, la prédominance des populations déplacées dans l'échantillon (à près de 96%) du fait que les latrines évaluées ont surtout été construites dans le cadre de la réponse d'urgence suite aux déplacements, rend toute comparaison difficile.

Par ailleurs, durant l'évaluation, il s'est avéré qu'une partie des points d'eau évalués (plus de 13%) n'était pas à motricité humaine mais d'un autre type (à pompe immergée, à tarière, borne fontaine, puit). Puisque l'évaluation n'avait pour but que de se concentrer sur les points d'eau à motricité humaine, les points d'eau d'un type différent ont été exclus de l'analyse.

La situation dans la région de Diffa reste extrêmement dynamique avec de nouveaux mouvements de populations dont la portée reste cependant difficile à estimer. Dans ce contexte, la situation humanitaire peut également évoluer rapidement. De nouvelles évaluations seront donc nécessaires pour estimer les besoins de ces populations, également dans un cadre multisectoriel.

Enfin, la forte insécurité qui règne dans la région de Diffa a impacté la collecte de données. D'une part, suite à la montée des violences, la collecte des informations a ainsi dû être arrêtée pendant trois jours en juin 2016, avant de pouvoir être poursuivie. D'autre part, les sites situés dans les zones de très forte insécurité n'ont pas pu être évalués, ce fut le cas pour les sites localisés dans la commune de Bosso.

Présentation des résultats

Menée dans la région de Diffa au Niger, l'évaluation EHA a permis de mettre en évidence la situation aux lieux des points d'eau et des latrines publiques, analysant particulièrement la fonctionnalité des installations, les comportements des usagers, et l'impact des comités de gestions (CGs) sur la gestion et la maintenance des ouvrages. Pour chaque section, le texte distingue clairement les informations rapportées 1) par les CGs, 2) par les usagers, et 3) par les énumérateurs (observation directe). Sachant que beaucoup de questions étaient similaires, il y a parfois deux indicateurs identiques, l'un ayant été rapporté par les CGs et l'autre par les usagers. Il est important de comprendre que des usagers ont été interrogés et des observations ont été menées pour tous les points d'eau et latrines sélectionnés, alors que seulement une partie de ceux-ci disposait d'un CG. Les conclusions de l'évaluation sont présentées plus bas. En introduction, des données générales sur la démographie des populations interrogées sont présentées.

Parmi les usagers des points d'eau, 68% de femmes et 32% d'hommes ont été interrogés pour les besoins de cette évaluation. 42% des personnes interrogées étaient membres de ménages composés de cinq à sept personnes, avec une moyenne de 6,8 personnes par ménage parmi ceux évalués. Les personnes interrogées représentaient aussi une combinaison de population hôte (24%) et non-hôtes (76%). Les populations non-hôtes regroupaient les différents types de déplacés, y compris réfugiés, déplacés internes, et retournés. L'âge moyen des personnes interrogées était de légèrement plus de 35 ans, avec près de 68% des répondants ayant entre 20 et 40 ans.

Pour les usagers des latrines, 50% de femmes et 50% d'homme ont été interrogés. Près de 39% des personnes interrogées étaient membres de ménages composés de 5 à 7 personnes, avec une moyenne de 6,9 personnes par ménage parmi ceux évalués. Dans le cas des latrines communes, les personnes interrogées ne représentaient pratiquement (à plus de 96%) que les populations déplacées – réfugiés, déplacés internes, et retournés. Le fait que la majorité des latrines communes dans ces zones ait été spécialement mis en place dans le cadre de la réponse d'urgence suite aux déplacements explique ces résultats. L'âge moyen des personnes interrogées était de légèrement plus de 37 ans, avec près de 64% des personnes ayant entre 20 et 40 ans.

Points d'eau

Infrastructures

Fonctionnalité des points d'eau

Fonctionnalité et aménagements des points d'eau

L'une des conclusions principales de l'évaluation est que près de 70% des ouvrages visités sont fonctionnels, une proportion élevée qui peut, en partie, s'expliquer par le fait que la grande majorité des points sont très récents, ainsi près de 73% ont été installés depuis 2015. La grande majorité de ces points d'eau ont été établis par des ONGs, plus de 87% d'après les membres des CGs interrogés. Ces derniers ne peuvent répondre que pour les points d'eau où un CG est présent, soit près de 82% des points d'eau.

Les résultats des observations menées par les énumérateurs suggèrent que plus de deux-tiers des points d'eau observés présentaient un niveau de propreté allant de « propre » à « très propre », et seulement 7% présentaient un niveau jugé « très sale ». En parallèle, la qualité de l'eau a été jugée positivement par les énumérateurs alors que des problèmes avec la couleur, l'odeur, et le goût de l'eau n'ont été relevés que dans de rares cas. Dans 94% des cas, l'eau a ainsi été jugée comme étant de bonne qualité (Graphique 1). Ces résultats restent conformes aux attentes, la bonne qualité physico-chimique de l'eau étant contrôlée avant la mise en service de chaque point d'eau. Le haut niveau de propreté au point d'eau, qui limite les risques de contamination de l'eau par infiltration dans le sol, et la bonne qualité générale de l'eau sont deux aspects qui contribuent à limiter la propagation des maladies, spécialement dans des zones où l'afflux de déplacés a pu générer une surexploitation des points d'eau.

Graphique 1 : Évaluation de la qualité de l'eau



Dans le futur, il sera important de poursuivre les efforts pour continuer à améliorer l'hygiène autour des points d'eau. Selon le Cluster EHA Niger, une attention particulière devrait être donnée aux « bladders » (qui n'ont pas fait l'objet de cette collecte de données) où il manque souvent d'un aménagement pour la gestion des eaux usées, entraînant ainsi une accumulation d'eaux usées tout autour des points de distribution.

Concernant les aménagements aux points d'eau, l'évaluation a montré que certains points restaient relativement rudimentaires. 31% des points d'eau observés ne présentaient pas de muret de protection, 28% n'avaient pas de drain, et 53% n'avaient pas de fontainier pour l'écoulement de l'eau. En parallèle, 41% avaient du bétail à proximité et 29% se trouvaient à moins de 30 m de latrines¹². Même si la correction de certains de ces problèmes peut nécessiter des investissements importants, d'autres peuvent être corrigés temporairement avec du matériel local et à faible coût, notamment afin de sécuriser les points d'eau contre les animaux puisque leur présence pose des problèmes d'hygiène environnementale, particulièrement si le point d'eau n'est pas couvert. D'après un retour du Cluster EHA Niger, bien que les aménagements de surface soient systématiquement conformes et fonctionnels, il reste place à l'amélioration lorsqu'il est question des superstructures. Afin de pallier les insuffisances susmentionnées, un processus d'harmonisation du design des infrastructures d'eau et d'assainissement est en cours au sein du Cluster.

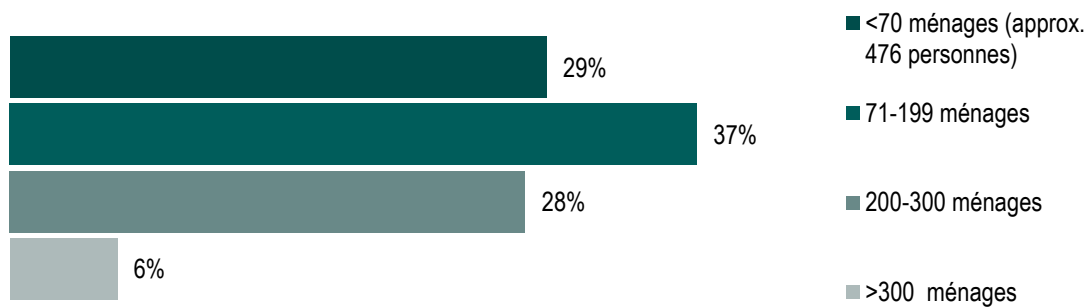
Utilisation des points d'eau par la population

D'après l'évaluation aux points d'eau avec CGs, les points de la région de Diffa sont utilisés par moins de 71 ménages dans 29% des cas, 71 à 199 ménages dans 37% des cas, 200 à 300 ménages dans 28% des cas, et plus de 300 ménages dans 6% des cas. D'après les données récoltées, la taille moyenne d'un ménage est d'approximativement 6,8 personnes dans les zones évaluées de la région de Diffa. En utilisant cette estimation, pour 79% des points d'eau, le nombre de personnes est supérieur au standard Sphère de 500 personnes par point d'eau avec un débit de 17L/ minute (Graphique 2)¹³.

¹² « Standard 1 sur l'évacuation des excréments : un environnement sans excréments humains », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard1-sur-l-evacuation-des-excrements-un-environnement-sans-excrements-humains/>).

¹³ « Standard 1 sur l'approvisionnement en eau : accès à l'eau et quantité », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard1-sur-l-approvisionnement-en-eau-acces-a-l-eau-et-quantite/>).

Graphique 2 : Nombre de ménages en moyenne utilisant les points d'eau

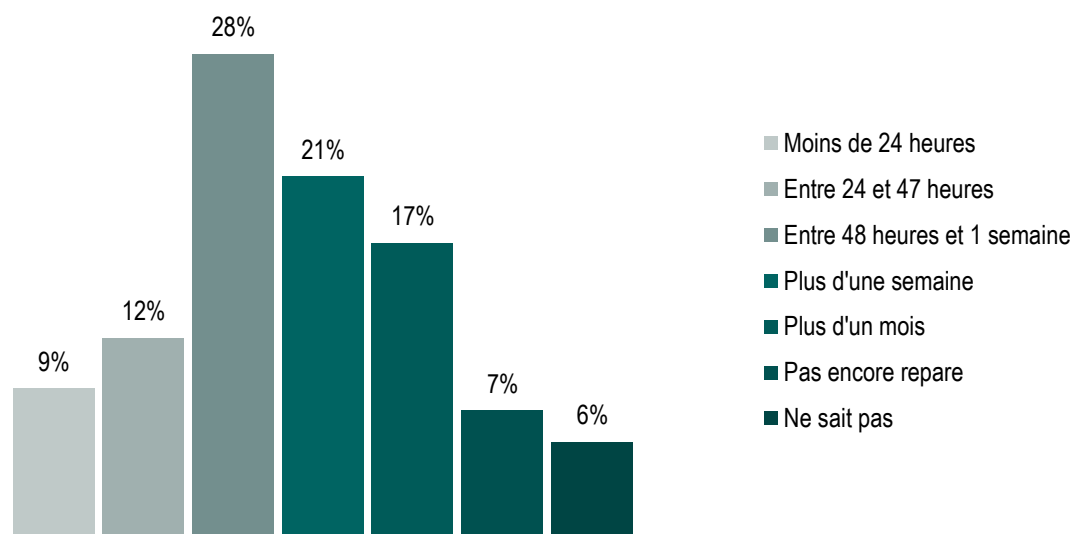


Pannes aux points d'eau

L'évaluation a montré que même si la majorité des points d'eau étaient actuellement fonctionnels, ces derniers connaissaient cependant des pannes régulières. Près de 63% des points d'eau où des CGs sont présents ont subi une panne dans les six derniers mois, une observation en ligne avec celle des usagers qui rapportent avoir observé une panne dans près de 59% de tous les points d'eau. Confirmant ce que nous suggérons plus haut, les points d'eau datant d'avant 2016 sont plus sujets aux pannes. Ainsi, 67% de ceux de 2015 et 75% de ceux d'avant 2015 sont déjà tombés en panne, contre 'seulement' 47% de ceux de 2016 d'après les usagers.

Près de la moitié (47%) des pannes aux points d'eau avec CGs avaient duré plus de 48 heures, alors que dans 31% l'ouvrage n'avait pas encore été réparé, un chiffre qui reste proche du pourcentage d'ouvrages non fonctionnels rapportés au moment de l'évaluation (30%). Dans le reste des cas, les pannes observées ont été de moins de 48 heures. Une question similaire sur la durée des pannes a été posée aux usagers, avec des résultats globalement semblables, en admettant de légères déviations dues au fait que la question n'a pas été formulée à l'identique et au fait qu'ici les ouvrages sans CGs sont inclus (Graphique 3).

Graphique 3 : Durée moyenne des pannes aux ouvrages d'eau d'après les usagers

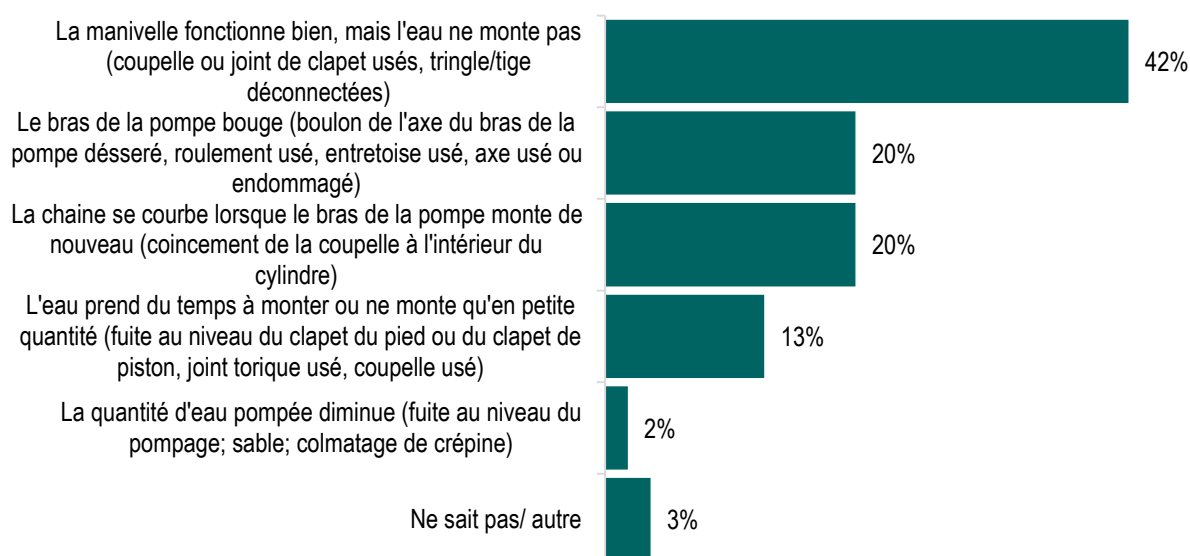


Selon les usagers, près de 66% des pannes ont duré plus de 48h, y compris 17% qui ont duré plus d'un mois. Si ce résultat est nettement plus élevé que celui rapporté par les CGs pour les pannes de plus de 48h (47%), il est

possible d'attribuer en partie cette différence à une différence dans l'énoncé des choix de réponse, ainsi qu'au fait que les réponses ne soient pas toutes mutuellement exclusives. La catégorie « en panne depuis plus d'un mois » n'existait ainsi pas dans le questionnaire pour les CGs, et il est probable qu'une partie des réponses qui auraient été attribuées à la catégorie « non-fonctionnel au moment de l'évaluation » s'y soit reportée dans les réponses des usagers. Ainsi, seulement 8% des ouvrages était reporté comme étant en panne au moment de l'évaluation par les usagers, un pourcentage bien inférieur au 31% noté par les CGs.

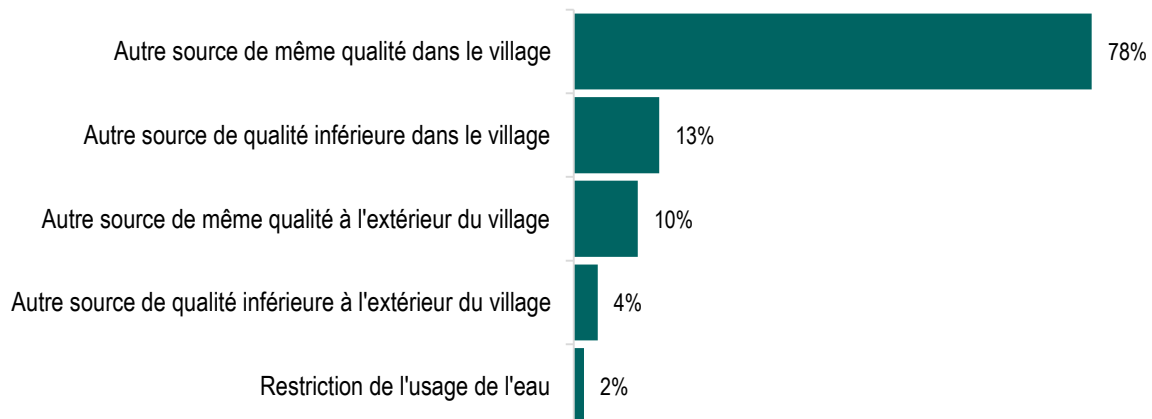
La majorité des problèmes rapportés par les CGs est liée à des questions d'usure du mécanisme (Graphique 4). Pour la majorité des CGs interrogés, le problème le plus fréquent était lié à la manivelle qui ne fonctionnait plus correctement (42%), suivi respectivement d'un problème au niveau de la chaîne (20%), et d'un problème du bras de la pompe (20%).

Graphique 4 : Causes des pannes aux points d'eau avec CGs



Pour les usagers, la question des pannes semble constituer un problème essentiel, les obligeant à sensiblement altérer leurs habitudes de consommation de l'eau. De fait, les résultats démontrent que, dans le cas d'une panne, près de 17% de la population se tourne vers des sources d'eau de qualité inférieure, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du village, et que 2% est même forcée de restreindre son usage d'eau (Graphique 5). Même si la grande majorité des gens semble être localisée dans des villages disposant de plusieurs sources d'eau, la répétition des pannes – notamment si elles frappent simultanément plusieurs sources dans un même village – pourrait entraîner une consommation d'eau depuis des sources de surface non protégées.

Graphique 5 : Stratégies palliatives de la population en cas de panne du point d'eau principal

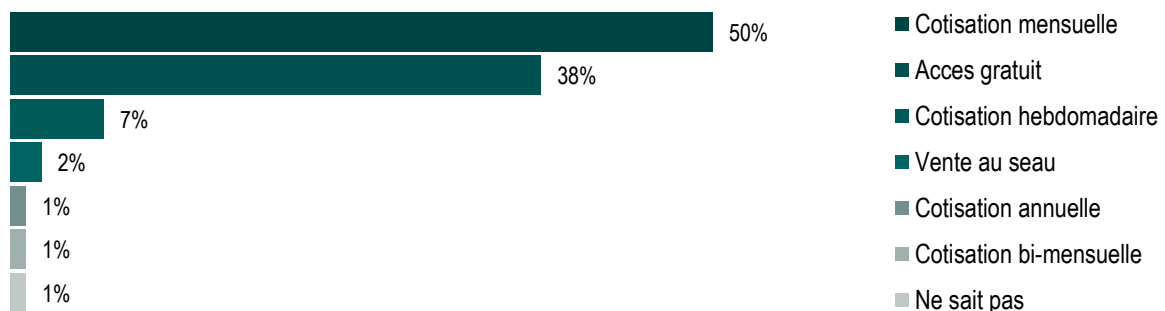


Fonctionnement des points d'eau gratuits et payants

Points d'eau payants et gratuits, et types de cotisation

L'évaluation EHA a montré que les points d'eau se divisaient en points d'eau d'accès entièrement gratuits (38% des points d'eau avec CGs), et points d'eau où une forme de cotisation était demandée (61% des points d'eau avec CGs) alors que dans 1% des cas, les CGs interrogés n'ont étonnement pu donner une réponse. D'après les sources locales, l'eau au Niger est normalement payante, et la responsabilité du CG est aussi de fixer le mode de paiement qui peut être au volume ou sous forme de cotisation périodique. Parmi les points d'eau payants, différents types de cotisation peuvent être demandés (Graphique 6).

Graphique 6 : Types de cotisation aux points d'eau avec CGs



Les informations récoltées montrent ainsi que la majorité des points d'eau avec CG pratiquent un système de cotisation mensuelle. Dans les trois quarts des cas, cette cotisation est de 100 francs CFA, avec seulement 12% des points d'eau où le prix y est supérieur. À noter aussi que très peu de points d'eau avec CG pratiquent un système de vente au seau ou au bidon, légèrement plus de 2%, qui se veut être la pratique mise de l'avant par les institutions gouvernementales.

D'après l'évaluation, 35% des CGs – ceux des points d'eau gratuits – n'avaient aucun fonds en caisse et aucune recette alors que 25% des CGs avaient entre 2,000 et 10,000 francs CFA en caisse (3 – 17 USD), 17% avaient entre 11,000 et 20,000 francs CFA (19 – 34 USD), et 23% avaient plus de 21,000 francs CFA (36 USD). La présence de fonds devrait théoriquement permettre aux CGs concernés de mener plus facilement des travaux d'entretien sur les ouvrages. Cependant, en réalité, le fait que ces fonds restent souvent limités, combiné à la

difficulté de trouver le matériel et le personnel nécessaires pour assister dans la maintenance ou réparation du point d'eau, peut restreindre la différence de capacité d'action entre les CGs des points d'eau gratuits et ceux des points d'eau payants.

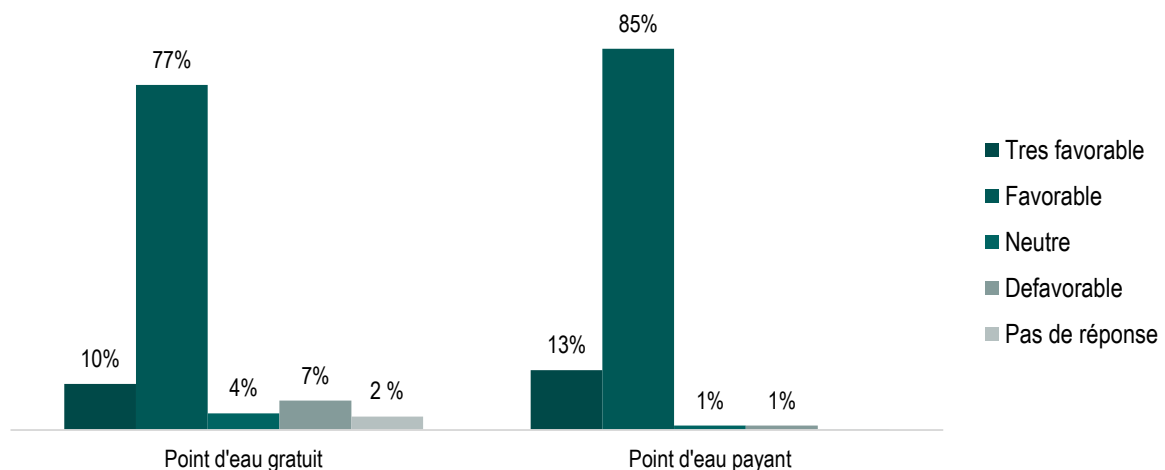
Différences entre point d'eau payant et gratuit

D'après les données récoltées auprès des usagers, le fait qu'un point d'eau soit gratuit ou payant n'influe pas sur la fréquence des pannes. Les deux types de points d'eau, incluant ceux avec CGs, ont connu un ratio de pannes très similaire, 57% pour les points d'eau payants et 61% pour les points d'eau gratuits.

Par ailleurs, l'évaluation n'a pas montré d'autres différences majeures entre points d'eau payants et points d'eau gratuits parmi ceux où un CG est présent. En effet, parmi les gratuits – 74% sont fonctionnels, comparé à 80% parmi les payants, et 71% ont été jugés « propre » ou « très propre » comparé à 80% parmi les payants. Si on regarde au niveau des CGs, 78% des CGs n'avaient pas d'outils et 92% n'avaient pas de pièces parmi les points d'eau payants, comparé à respectivement 84% et 90% pour les points d'eau gratuits. Dans tous les cas, si des différences existent à l'avantage des points d'eau payants, elles sont ici minimes. Cette observation est confirmée par le fait qu'il n'y a pas, dans les résultats obtenus, de différence significative entre les points d'eau gratuits et ceux payants en termes d'aménagements, que ce soit pour la présence ou l'absence d'un drain, d'un muret, ou d'un fontainier.

Au niveau des usagers, une différence est seulement à observer au niveau de la perception par les usagers des CGs de leurs points d'eau, près de 98% jugeant les CGs des points d'eau payant de manière « favorable » ou « très favorable », alors que 86% jugent les CGs des points d'eau gratuits à ce niveau (Graphique 7). À part cela, la gratuité ou non du point d'eau n'a apparemment pas d'impact sur les temps d'attente observés aux points d'eau, ou sur la quantité d'eau prélevée par personne – deux points qui seront discutés en détails dans la section « Ménages et consommation ».

Graphique 7 : Opinion des usagers sur les CGs entre points d'eau gratuits et payants



La distinction entre points d'eau payants et gratuits est l'un des aspects les plus intéressants mis en lumière par l'évaluation EHA. Une interprétation possible des résultats serait d'argumenter qu'une double dynamique est en action. D'abord, la faiblesse des cotisations dans les points d'eau payants peut participer à limiter son impact pour tout ce qui est travaux de réparation d'envergure ou adjonction d'aménagements. Ce premier aspect peut expliquer le peu de différences observées en termes de fonctionnalité et d'aménagements entre les deux types de points d'eau. Ensuite, il apparaît que la présence d'une cotisation permet peut-être un meilleur entretien au niveau des points d'eau. Ce second aspect pourrait expliquer pourquoi les CGs des points d'eau payants sont perçus de manière plus favorable par les usagers. Il est aussi important de souligner que le peu de différence sur le fonctionnement des infrastructures confirme l'hypothèse selon laquelle les difficultés de réparation et de maintien

des points d'eau sont avant tout liées à la question de l'accès aux prestataires (réparateurs) et aux pièces, et non à la présence de fonds dans la caisse du CG.

CGs aux points d'eau

Perception par les usagers

Présents dans 82% des cas, les CGs sont un mécanisme essentiel pour la gestion des points d'eau dans la région de Diffa. De manière intéressante, le fait qu'un point d'eau soit récent ou non, n'influe pas sur la probabilité qu'il ait ou non un CG. D'après les résultats de l'évaluation, leur influence est loin d'être négligeable. Comptant tous les points d'eau avec CGs, plus de 92% des usagers ont une opinion « favorable » ou « très favorable » de leur CG. Au contraire, seulement légèrement plus de 3.5% des usagers ont une opinion défavorable de l'action des CGs. De manière intéressante, il n'y a sur cet aspect pas de différence significative entre population hôte et population déplacée. Ce taux de satisfaction particulièrement élevé est une conclusion intéressante en soi car elle montre une forte approbation du rôle des CGs des points d'eau au sein de la communauté. L'approbation des CGs reste ainsi très élevée malgré le fait que 30% des points d'eau n'étaient malgré tout pas fonctionnels au moment de l'évaluation EHA, et qu'une proportion considérable des points d'eau a connu des pannes prolongées au cours des six derniers mois.

Différence entre points d'eau avec ou sans CG

Plus que le fait d'être gratuit ou payant, la qualité des points d'eau semble être influencée par le fait d'avoir ou non un CG. Les points d'eau avec CG ressortent en moyenne comme étant mieux aménagés et plus fonctionnels. Les ouvrages avec CG ont été jugés à près de 78% comme « propres » ou « très propres » contre seulement 68% pour les ouvrages sans CG. Plus net encore, seulement 21% des ouvrages avec CGs étaient non-fonctionnels au moment de l'évaluation, une proportion qui monte à 68% pour les ouvrages sans CG.

Une autre différence entre les deux catégories se situe au niveau des aménagements. En général, les ouvrages avec CG apparaissent comme mieux aménagés. En effet, près de 79% d'entre eux ont un drain contre seulement près de 41% des ouvrages sans CG, de même, près de 76% ont un muret contre seulement 41% des ouvrages sans CG.

Au niveau des usagers, l'indicateur qui illustre peut-être le mieux la différence entre les points d'eau avec et sans CG est celui qui se rapporte aux raisons qui poussent les usagers à choisir un point d'eau. Répondant sur leur trois raisons principales pour utiliser un point d'eau, les usagers ont mentionné à 80% la 'qualité' dans les points avec CG alors qu'ils ne le font qu'à 59% dans les points sans CG. Par contraste, la gratuité est mentionnée par 59% des usagers dans les points sans CG, et par seulement 47% dans les points avec CG. Ces résultats pointent en direction d'une action menée par les CGs, dont le travail est souvent financé par cotisation. En parallèle, d'autres différences liées à la présence de CGs aux points d'eau apparaissent plus diffuses. Elles sont sans doute à chercher au niveau des comportements des usagers. 63% des usagers traitent l'eau aux points d'eau avec CG comparé à seulement 27% aux points d'eau sans CG, ce qui peut être le signe de l'efficacité des campagnes de sensibilisation menée par les CGs. Elles sont aussi au niveau de la maintenance et de la qualité générale des points d'eau.

De manière étonnante, les usagers ont rapporté qu'une proportion plus grande de points d'eau avec CG ont connu des pannes aux cours des six derniers mois (63%) que ceux sans CG (21%), un résultat difficile à expliquer. Une piste de réflexion est que le manque de liens directs entre les CGs aux points d'eau et les artisans réparateurs joue ici un rôle, entraînant l'absence d'un système de maintenance préventive permettant de prévenir les pannes. Cette explication ferait encore plus sens dans l'hypothèse où l'on considère que les CGs sont en moyenne présents sur des points utilisés par un plus grand nombre de personnes.

Fonctionnement des CGs

Les CGs de différents points d'eau ont été constitués de différentes manières. Ainsi, près de 42% des CGs ont été élus par les usagers, alors que 50% ont été nommés par les autorités, et seulement 8% ont été nommés par les ONGs. La différence est ici frappante, soulignant le fait que si les ONGs ont mis en place la grande majorité des points d'eau, elles n'ont que rarement constitués les CGs. En tout cas, vu le haut niveau d'appréciation des CGs, ces différents modes de constitution n'ont a priori pas eu d'incidence sur leur perception par les usagers.

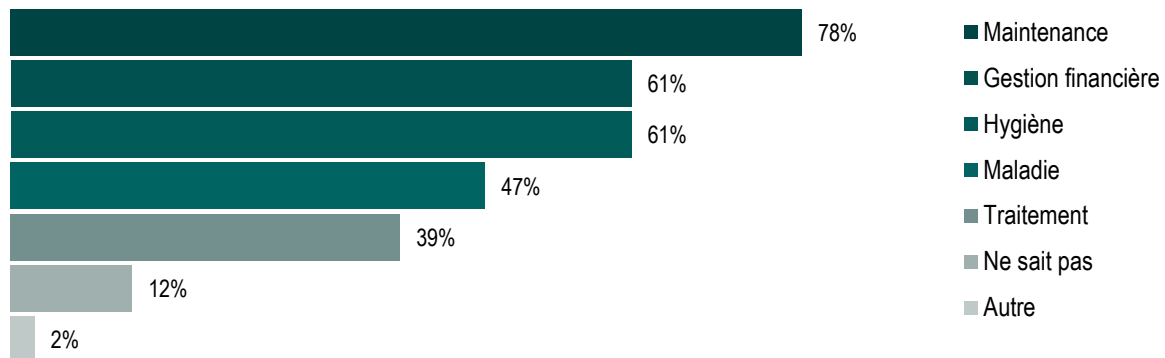
D'un point de vue pratique, 26% des CGs ont quatre membres, 38% en ont deux ou trois, et 32% en ont entre cinq et dix. Il demeure à noter que 4% des CGs n'étaient composés que d'un seul membre. 35% des CGs n'incluent aucune femme alors que 64% en incluent entre une et trois. Dans 70% des cas, d'après les CGs eux même, ils sont reconnus par les autorités de la commune, un résultat qui suggère que près du tiers des CGs sont des mécanismes plus informels. D'autres résultats confirment aussi que beaucoup de CGs demeurent des systèmes avec un mode de fonctionnement qui n'est pas forcément codifié. Ainsi, près de 42% de CGs n'ont pas de règles établis sur la durée du mandat des membres, et 22% indiquent qu'aucun système de rotation n'est prévu.

Finalement, la question n'était pas présente, mais les diverses informations remontant du terrain suggèrent que les CGs sont très majoritairement constitués par des populations hôtes, dans des zones qui ont cependant accueilli un nombre important de déplacés, souvent pour des périodes prolongées. Dans un contexte où les populations hôtes et déplacées partagent les points d'eau, il serait important pour les acteurs EHA de la région d'évaluer l'utilité de recommander aux CGs que ceux-ci incluent également des populations déplacées afin de s'assurer que tous les groupes de populations soient impliqués dans la gestion des points d'eau. Cet aspect peut aussi être lié à la question de la mise en place d'un système de rotation des membres, aujourd'hui peu utilisé, au sein des CGs. Bien entendu, dans le cas où les populations déplacées sont installées à la périphérie du village et les points d'eau sont réalisés directement sur les sites d'accueil, la logique ne s'applique pas.

Formation et action des CGs

La question de l'efficacité de l'action des CGs et de leurs limites renvoie nécessairement à une évaluation de la compétence et des moyens mis à disposition de ces mécanismes communautaires de gestion des points d'eau. De fait, l'évaluation a montré que l'action des CGs était probablement limitée par ces paramètres. Seulement 39% des CGs ont reçu une formation dans les 12 derniers mois, sachant que la très large majorité des points d'eau date de 2015 et 2016, cela veut souvent dire pas de formation du tout. Parmi les CGs ayant reçu une formation, et sachant que plusieurs formations sont possibles pour un même CG, 94% ont été formés dans le domaine de l'hygiène, 74% de la maintenance, 65% sur la transmission des maladies, 59% sur la gestion financière, et 38% sur le traitement de l'eau. Interrogés sur leurs besoins actuels de formation, les CGs ont donné la priorité à une formation dans la maintenance de points d'eau dans 78% des cas, la gestion financière et l'hygiène à égalité dans 61%, et la transmission des maladies dans 47% des cas (Graphique 8). Une formation accrue serait clairement un moyen simple d'augmenter l'efficacité des CGs dans la région de Diffa, avec aussi, comme objectif additionnel, de les pousser à renforcer les actions de sensibilisation au sein de la communauté.

Graphique 8 : Types de formations demandées par les CGs aux points d'eau



Comme l'ont montré les conclusions précédentes, le rôle des CGs comme mécanisme pour la réparation des points d'eau reste limité, et leur présence ne permet pas de limiter la régularité des pannes, mais plus d'améliorer les aménagements, la propreté, la maintenance, et peut-être la fonctionnalité des points d'eau. Ce problème s'explique lorsque l'on analyse les ressources sur lesquelles peuvent s'appuyer les CGs pour la réparation des points d'eau. En effet, 92% des CGs rapportent ne pas disposer des pièces nécessaires pour effectuer des réparations sur les points d'eau, et 81% n'ont pas les outils nécessaires. De fait la réalité demeure que les CGs restent dépendant d'une aide extérieure pour la réparation des points d'eau. Si 52% disent se servir de la caisse récoltée grâce aux cotisations, 28% font quant à eux des appels aux dons, et 19% dépendent des ONGs. Au-delà de ce fait, la question de la capacité technique se pose aussi alors que seulement 21% des CGs possèdent un contrat d'entretien avec un artisan réparateur.

Ménages et Consommation

Consommation aux points d'eau

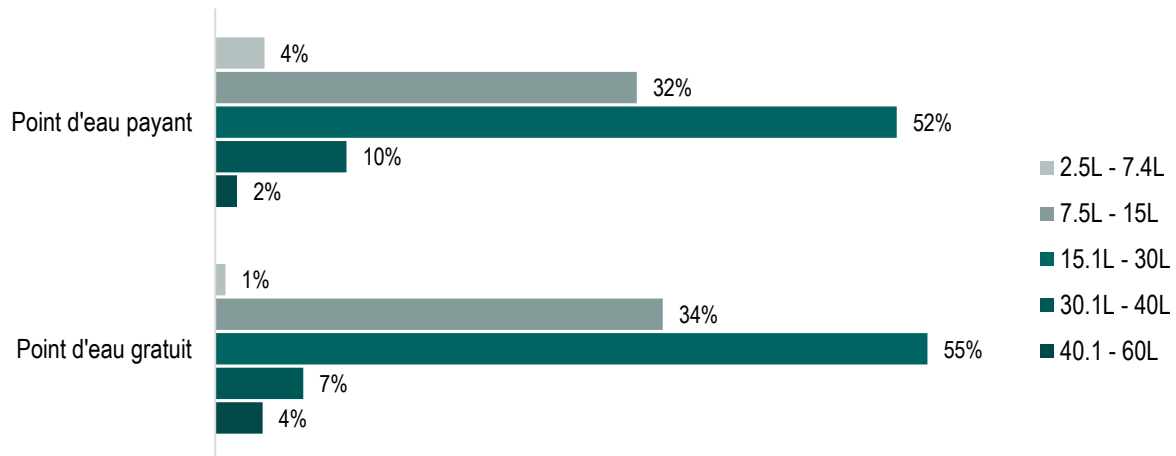
L'évaluation a collecté des données sur la quantité d'eau consommée par personne – obtenue avec des données d'eau par ménage, ainsi que le nombre moyen de personnes dans chaque ménage – dans les zones évaluées de la région de Diffa. Une telle estimation quantifiée reste compliquée à conduire du fait essentiellement de la difficulté pour les personnes interrogés d'estimer d'une part précisément la quantité journalière d'eau prélevée au point d'eau, et d'autre part de bien différencier l'eau pour la consommation personnelle courante (boisson et alimentation, pratiques d'hygiène de base, et les besoins de base pour la cuisine), de l'eau pour les tâches annexes et l'agriculture. Les données récoltées au cours de l'évaluation ont ainsi parfois comporté des erreurs avec des résultats qui montraient que la question avait été mal comprise par certains des répondants. Comme indiqué précédemment, ces données visiblement erronées n'ont pas été incluses dans l'analyse.

Pour la consommation d'eau par personne, les résultats qui rapportaient une consommation de moins de 2.5 litres par personne par jour – moins que les besoins pour assurer la survie d'après les Standards Sphère¹⁴, ainsi que plus de 60 litres par personne et par jour ont été supprimés de l'analyse. Ces résultats erronés constituaient moins de 10% de l'ensemble des réponses et les autres réponses à cette question ont donc pu être conservées dans l'analyse. Cependant, les conclusions de cette partie doivent être traitées avec une précaution accrue du à la difficulté pour les ménages d'identifier correctement la consommation d'eau journalière de leur ménage.

¹⁴ « Standard 1 sur l'approvisionnement en eau : accès à l'eau et quantité », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard1-sur-l-approvisionnement-en-eau-acces-a-l-eau-et-quantite/>).

En plus de présenter ces résultats, le Graphique 9 propose aussi une désagrégation entre points d'eau gratuits et payants.

Graphique 9 : Quantités d'eau consommées par la population par point d'eau gratuit et payant



Les résultats de l'évaluation donnent une indication essentielle sur la consommation d'eau des populations. En premier lieu, il est clair que la variation entre points d'eau payants gratuits est minime si elle existe. En effet, on n'observe pas de déviations significatives dans le Graphique 9 par rapport à ce paramètre. Dans un second temps, il apparaît également que les habitudes de consommation d'eau d'une partie non-négligeable de la population suggèrent que la situation est déjà proche d'être critique. Près de 33% de la population totale dans les régions évaluées utilisent entre 7.5 L et 15 L par personne et par jour. Sachant que le seuil Sphère pour les besoins de base est fixé à entre 7.5 L et 15 L¹⁵, de tels résultats indiquent clairement que près d'un tiers de la population est soumis, dès à présent, à une consommation qui permet tout juste de subvenir à ses besoins de base. Pour 2% de la population, ce n'est même pas le cas, et ce groupe doit se contenter de seulement 2.5 L à 7.5 L d'eau par personne et par jour, en-dessous du seuil Sphère critique recommandé. Ceci étant dit, comme cela a été souligné lors d'un meeting du Cluster EHA, il est important de mettre ces données en contexte et comprendre que ces maximum et minimum restent « arbitraires » : le standard même de 15L d'eau par personne peut être mis en question dans un contexte où culturellement la consommation d'eau est basse et où les populations sont habituées aux pratiques de rationnement.

Dans un contexte où de nouvelles vagues de déplacement en provenance du Nigéria voisin risquent d'amener une augmentation du nombre de ménages par point d'eau, cette situation risque aussi d'empirer. Au demeurant, ces résultats sont cohérents avec ceux évoqués plus haut qui avaient déjà établi que toute une série de points d'eau étaient actuellement à la limite de leurs capacités, avec une surconcentration de population par point d'eau. À court terme, l'objectif devrait être d'identifier si les groupes les plus affectés – avec la consommation d'eau par personne la plus faible – ne se retrouvent pas dans un groupe de population ou dans une région particulièrement touchée.

Temps d'attente aux points d'eau

D'après les standards Sphère¹⁶, si le temps passé à faire la queue au point d'eau est supérieur à 30 minutes, cela indique que l'eau disponible est insuffisante, soit du fait d'un nombre trop faible de points d'eau, soit à cause d'un débit insuffisant. Dans ce cas, les résultats négatifs potentiels sont la réduction de la consommation par personne, l'augmentation de la consommation d'eau provenant de sources de surface non protégées, et le fait que les

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ « Standard 1 sur l'approvisionnement en eau : accès à l'eau et quantité », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard1-sur-l-approvisionnement-en-eau-acces-a-l-eau-et-quantite/>).

personnes chargées de collecter l'eau ont moins de temps disponibles pour d'autres occupations essentielles à leur survie. Cette définition est ici donnée en entier pour marquer l'importance de l'indicateur, mais également pour souligner à quel point celui-ci reste difficilement quantifiable, en ce sens qu'il est difficile pour les usagers interrogés d'estimer le temps d'attente aux points d'eau, de même qu'il est difficile de savoir quel temps d'attente devrait être jugé excessif suivant le contexte.

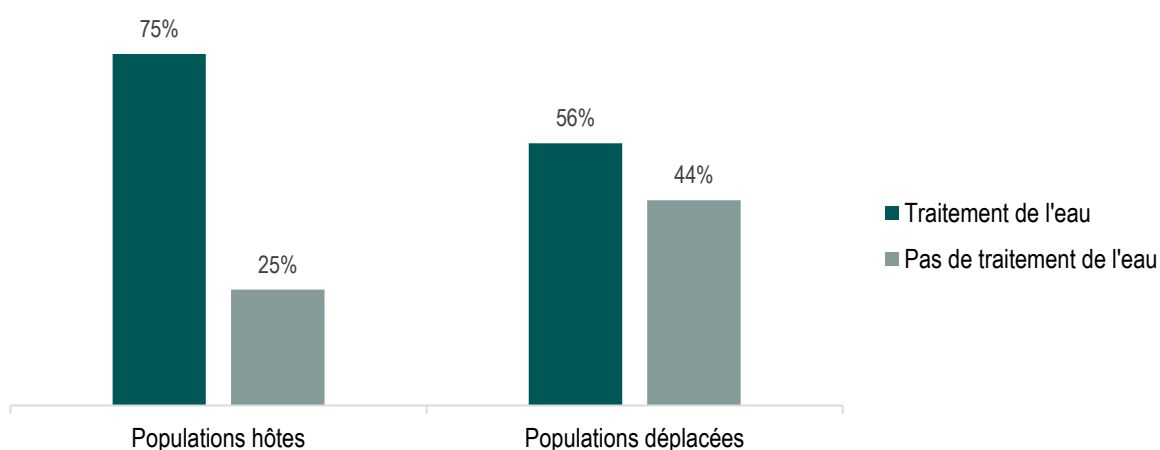
Confirmant les observations plus haut sur la surutilisation des points d'eau, il semble que 34% de la population fasse la queue pendant plus de 30 minutes au point d'eau, y compris 8% qui fait la queue plus de 60 minutes, un temps d'attente conséquent qui s'ajoute logiquement à celui de trajet jusqu'au point d'eau. Par opposition, 66% de la population totale rapporte faire la queue moins de 30 minutes, y compris 43% qui attend moins de 15 minutes.

D'après les réponses obtenues auprès des usagers, aucune différence significative au niveau du temps d'attente n'a été notée entre personnes déplacées et hôtes, ainsi qu'entre points d'eau gratuits et payants. Une analyse en fonction du nombre de personnes utilisant chaque point d'eau a montré une légère corrélation avec le temps d'attente. Dans 52% des cas, le temps d'attente était en moyenne de moins de 15 minutes lorsque moins de 70 ménages utilisaient le point d'eau. Pour les durées d'attente plus longues, les données ne montrent pas de différences significatives. En parallèle, le temps d'attente semble être légèrement plus bas dans le département de Diffa, que dans les départements de Maine Soroa et Nguigmi. Ainsi, si 70% des ménages à Diffa attendent en moyenne moins de 30 minutes, ce n'est le cas que pour respectivement 38% des ménages à Maine Soroa, et 58% des ménages à Nguigmi. Cet aspect peut s'expliquer par une plus grande densité de points d'eau dans le département de Diffa (44% des points d'eau recensés), et par une plus forte urbanisation, ainsi que de meilleures installations.

Pratiques d'hygiène des ménages

Dans les habitudes de consommation, le traitement de l'eau par les usagers demeure une façon essentielle de réduire le risque de diarrhée et d'améliorer la qualité microbiologique de l'eau stockée dans le ménage. D'après les résultats de l'évaluation, 60% des ménages rapportent traiter l'eau, une proportion qui varie peu pour les points d'eau munis d'un CG (63%). Logiquement, la proportion de personnes traitant l'eau est plus élevée parmi les personnes hôtes (75%) que parmi les déplacés (56%) (Graphique 10). Cette différence s'explique sans doute par une différence d'accès aux produits et aux outils nécessaires pour le traitement de l'eau, renvoyant finalement à une différence de moyens financiers.

Graphique 10 : Pourcentage des populations hôtes et déplacés traitant l'eau



Parmi ceux qui traitent l'eau, le chlore – utilisé par 52% des ménages qui traitent l'eau – reste le moyen le plus communément utilisé, l'une des raisons étant que ce dernier, sous la forme de pastilles Aquatabs et de sachets PUR, est mis gratuitement à disposition des populations par les acteurs dans la région. Les autres moyens de traitement, tels que bouillir l'eau, le filtrage avec tissu, la filtration céramique, ou la désinfection solaire, ne sont

utilisés que très marginalement dans la région de Diffa. De fait, il peut être avancé que la non-utilisation de ces options alternatives indique un besoin accru de campagnes de sensibilisation afin de les populariser. Bien que la source d'eau principale soit, dans la majorité des cas, une source d'eau améliorée, une sensibilisation des populations sur l'importance du traitement de l'eau, de même que sur les méthodes et moyens pour ce faire, reste nécessaire. Elle l'est d'autant plus dans la mesure où il n'y a pas de contrôle périodique pour évaluer la qualité de l'eau et que la contamination peut se produire à n'importe quel moment entre la source d'eau et le ménage. Le traitement permettrait ainsi de détruire les germes pouvant se trouver dans l'eau. Le cas échéant, il est important de sensibiliser les populations à la nécessité de toujours traiter l'eau, même celle transportée par camion, car elle présente des risques de contamination sur toute la chaîne, de la source originale jusqu'au ménage.

La possession par les usagers de récipients adaptés pour stocker l'eau participe à réduire considérablement le risque de contamination secondaire après que l'eau ait été puisée au point d'eau. Le cas échéant où les sources sont protégées, ce facteur est particulièrement important. Dans le cas présent, l'évaluation n'a pas montré de différences significatives entre population hôte et déplacée. Les deux groupes disposent en majorité de récipients avec couvercles, les deux à hauteur de 83%. De même, les deux groupes possèdent aussi majoritairement des récipients propres pour l'eau ; c'est le cas pour 92% des hôtes et 95% des déplacés.

Latrines

Pour cette partie, les résultats présentés restent indicatifs car l'échantillonnage n'a pas été fait de manière aléatoire à travers les sites de déplacés de la région de Diffa. Ces résultats sont donc non généralisables à toute la région, même s'ils donnent une idée de la situation aux latrines publiques. Pour les informations données par les usagers, ces dernières ne sont généralisables, avec un intervalle de confiance de légèrement plus de 93%, qu'aux populations habitant à proximité immédiate de latrines publiques dans la région de Diffa du Niger. À noter, de nouveau, qu'il s'agit à plus de 96% de personnes déplacées, une proportion élevée qui est due au fait que les latrines évaluées ont été construites dans le contexte de la réponse d'urgence après d'importants déplacements à travers la région de Diffa.

Même si cette évaluation n'a permis de récolter de données quantitatives généralisables sur le sujet, les acteurs humanitaires engagés dans la région de Diffa soulignent aujourd'hui la présence d'un manque important de latrines publiques pour la population. Ces manques, exacerbés par l'arrivée de nouvelles populations déplacées en 2016, s'ajoutent à la persistance de pratiques traditionnelles qui ne suivent pas les normes d'hygiène, telle la pratique de la défécation en plein air. En février 2015, une évaluation multisectorielle et multi-agence menée dans la région de Diffa auprès de ménages déplacés avait établi que plus de 70% des personnes interrogées pratiquaient encore la défécation en plein air¹⁷. Aujourd'hui, les informations qui remontent du terrain soulignent qu'il s'agit toujours d'un problème majeur.

Infrastructures

Fonctionnalité et propreté des latrines

D'après les observations des énumérateurs, la grande majorité (86%) des latrines ont été jugées comme fonctionnelles. Les latrines jugées non fonctionnelles l'étaient toujours à cause d'une fosse trop remplie. À noter aussi que l'évaluation a montré que les latrines étaient une infrastructure gratuite dans tous les cas sauf un.

Les conclusions sur la fonctionnalité des latrines ne se retransmettent cependant pas forcément dans les retours des observateurs sur leur propreté. Ainsi, 62% des latrines ont été catégorisées comme étant « sales » ou « très sales », et près de la moitié des latrines présentaient des matières fécales près d'au moins une des dalles de la

¹⁷ Évaluation Rapide Inter-Agences, Partie Quantitative, Niger-Région de Diffa, Extension du conflit du Nord-Est Nigéria au Niger, REACH Initiative, mars 2015, (http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/reach_ner_rapport_evaluationrapide_diffa_mars2015_0.pdf).

latrine et dans les environs immédiats du bloc de latrines. La faiblesse de la propreté des installations relativise en partie leur ‘fonctionnalité’, et souligne à quel point il s’agit d’un enjeu majeur pour arriver à généraliser l’utilisation des latrines publiques dans des communautés où la défécation en plein air reste pratiquée.

Aménagements des latrines

Les observations menées par les énumérateurs ont confirmé l’un des problèmes qui était anticipé, soit l’absence de station de lavage des mains près des latrines publiques dans les trois quarts des latrines communes contrôlées. Cette conclusion est à mettre en rapport avec les observations plus générales sur le lavage des mains qui n’est pas systématique après la défécation notamment, un aspect qui sera discuté plus bas.

En parallèle, des problèmes au niveau de l’organisation des latrines publiques persistent parfois. Dans 28% des cas, des points d’eau étaient situés à moins de 30 mètres des latrines, d’après les observations menées par les énumérateurs, ce qui ne respecte pas la distance sécuritaire selon les standards Sphère¹⁸. Ce facteur contribue à augmenter les risques sanitaires et de santé dans les cas concernés, et est à prendre en compte lors des nouvelles implantations d’infrastructure EHA. À noter aussi que, dans 10% des cas, les latrines communes étaient situées trop loin – à plus de 50 mètres – des habitations. La distance de 50 mètres est le maximum recommandé par les standards Sphère¹⁹.

Ces observations rappellent la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation aux pratiques d’hygiène, et aux risques de propagation de maladies, particulièrement dans des zones où l’afflux de nouvelles populations peut exacerber la pression sur les infrastructures existantes.

Finalement, il est important de noter qu’en termes d’aménagement des latrines à proprement parler, notamment en termes de construction de la latrine elle-même, de différences majeures ont été relevées entre les latrines avec CGs et les latrines sans CG. Ces points seront discutés plus bas dans la section sur l’impact des CGs comme mécanisme de gestion de latrines publiques.

Séparation homme-femme et verrou aux latrines

Les questions de la séparation des latrines communes pour hommes et pour femmes, ainsi que de la présence de verrou sur au moins l’une des latrines publiques renvoient d’abord à des préoccupations liées à la protection des populations, et avant tout des filles et des femmes. Dans ce cadre, l’évaluation a montré que l’absence de séparation continuait d’être la norme car cette dernière était absente dans plus des trois quarts des latrines observées par les énumérateurs. En parallèle, aucune latrine avec un verrou n’était notée dans la majorité des cas (83%). En plus d’être un problème qui contribue à la pratique de la défécation en plein air – qui paradoxalement procure une plus grande intimité – l’absence de verrou peut également participer à augmenter l’insécurité, spécifiquement pour les femmes. Alors que l’évaluation EHA n’a pas permis de réunir des données sur la question, le risque de violences sexuelles et lié au genre reste un sujet à étudier davantage dans le contexte d’utilisation de latrines publiques. Ceci étant dit, la présence de ménages non loin des latrines et la séparation informelle des lieux d’intimité qui se fait au sein de la communauté contribuent nécessairement à réduire ces risques, mais ne les annulent pas.

Comités de gestion (CG) aux latrines

Influence des CGs sur les aménagements aux latrines

Peut-être plus que pour les points d’eau, l’évaluation a montré que l’impact des CGs sur la qualité des latrines était particulièrement important. La présence d’un CG a été notée pour 20 des 31 latrines évaluées (près de 65% des

¹⁸ « Standard 1 sur l’évacuation des excréments : un environnement sans excréments humains », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard1-sur-l-evacuation-des-excrements-un-environnement-sans-excrements-humains/>).

¹⁹ « Standard 2 sur l’évacuation des excréments : des toilettes appropriées et en nombre suffisant », *Manuel Sphère*, Projet Sphère, 2011, (<http://www.spherehandbook.org/fr/standard2-sur-l-evacuation-des-excrements-des-toilettes-appropriees-et-en-nombre-suffisant/>).

cas), aucun CG n'a été noté dans neuf cas, alors que dans deux cas les énumérateurs n'ont pu identifier si un CG était présent.

Cet aspect est d'autant plus intéressant qu'à la différence de points d'eau, les CGs ne reçoivent pas de cotisation de la part des usagers pour financer leur action. D'après les résultats de l'évaluation, si toutes les latrines avec CGs sont fonctionnelles, seulement un peu plus de la moitié de celles sans CG le sont. Dans l'ensemble, et si les aménagements aux latrines demeurent dans tous les cas limités, des améliorations, telles que la présence d'une station de lavage des mains, la présence d'un verrou ou d'une séparation, ne sont finalement présentes que dans certaines des latrines gérées par les CGs, mais jamais dans celles sans CG.

De manière nette, cette idée est renforcée si l'on observe aussi la qualité de construction des latrines, et que l'on compare celles avec CG et celle sans. Si la grande majorité des latrines ne sont pas couvertes, le peu qui le sont, sont toutes des latrines avec CGs. Près 15% des latrines avec CG sont ainsi couvertes. De même, si la majorité des latrines n'a pas de porte, toutes celles où une porte a été observée étaient des latrines avec CG. Près de 20% des latrines avec CG ont ainsi une porte, soit en métal, soit en tôle ondulée.

À un autre niveau, l'évaluation EHA a aussi montré que les CGs menaient des campagnes de sensibilisation aux pratiques d'hygiène dans leurs communautés respectives. C'était le cas pour 67% des CGs interrogés. En pratique, ces campagnes de sensibilisation ont apparemment un impact tangible sur les usagers. La proportion de personnes utilisant les latrines publiques passe de 68% dans les zones sans CG à 91% dans les zones où un CG est présent. Des évolutions positives sont également à noter sur les pratiques d'hygiène, notamment le lavage des mains, un aspect qui sera discuté plus bas. Les informations venant du terrain suggèrent que d'autres comités EHA peuvent être actifs en plus des CGs au sein des communautés, et avoir une contribution efficace sur l'amélioration des pratiques d'hygiène de la population.

Limites à l'action des CGs

Comme dans le cas des points d'eau, l'action des CGs reste cependant limitée par un manque de moyens. Cet aspect est visible dans le fait que seulement une partie des latrines avec CG ont bénéficié d'aménagements supplémentaires. Beaucoup ne sont finalement pas mieux aménagées que celles sans CG. Cette observation est aussi confirmée par les résultats de l'évaluation. Ainsi, seulement 50% des CGs possédaient des consommables pour l'entretien des latrines, et, de même, seulement 50% avaient des outils. À un autre niveau, et même si cet aspect n'a pu être pleinement analysé, il semble que pour une partie des CGs, il y ait aussi une limite au niveau de la compétence. Près de 67% des CGs ont affirmé n'avoir aucune stratégie pour vidanger les latrines, suggérant ici un manque de formation technique à l'entretien des installations.

Comportements des usagers de latrines

Utilisation des latrines et satisfaction

Les résultats de l'évaluation donnent une idée de la perception qu'a la population des latrines publiques dans les zones où les usagers ont été interrogés. 85% de la population interrogée a dit utiliser les latrines publiques, une très large majorité donc. Cependant, il faut noter que la question ne nous informe pas sur la régularité de cette utilisation. Il est possible que pour certaines des personnes interrogées, cette utilisation soit très épisodique. Par ailleurs, connaissant le stigma attaché à la défécation en plein air, il est possible qu'une partie des personnes interrogées soit mal à l'aise d'admettre ne pas utiliser les latrines publiques. L'évaluation n'a cependant pas montré ici de différence significative entre hommes (89%) et femmes (83%), les deux groupes disant utiliser très largement les latrines publiques. D'après les informations remontant du terrain, ces taux apparaissent cependant surestimés alors que la majorité de la population, notamment parmi les personnes déplacées, ne possède pas de latrines personnelles. Dans ce cadre, la défécation en plein air reste un problème d'hygiène majeur spécialement dans la région de Diffa alors que des estimations menées par le Cluster EHA suggèrent que, au niveau des sites prioritaires qui sont régulièrement suivis, il y aurait besoin d'au moins 35% de latrines supplémentaires.

Parmi ceux qui n'utilisent pas les latrines publiques, et sachant que plusieurs réponses pouvaient être données à chaque fois, la raison principale évoquée est l'accès à des latrines familiales pour 40% des personnes interrogées. Ensuite, la propreté, pour 29%, et l'odeur, pour 23%, ont été évoqués comme frein à l'utilisation des latrines publiques. De manière intéressante, les personnes interrogées ne mentionnent pas ou peu des facteurs comme la surpopulation, la distance, et l'insécurité parmi les raisons expliquant la non-utilisation des latrines publiques. Même si cela peut suggérer qu'il n'y a pas encore, au niveau des latrines, de pressions trop importantes sur les infrastructures existantes suite aux derniers afflux de population, cette conclusion reste sujette à caution car toutes les personnes interrogées habitaient à proximité des latrines publiques. Au final 11% des personnes interrogées, 8% de femmes et 18% d'hommes, ont évoqué leur préférence pour la défécation à l'air libre comme raison à la non-utilisation des latrines communes. Tel qu'évoqué dans le paragraphe précédent, ces taux restent faibles, et une partie importante de la population continue à régulièrement pratiquer la défécation en plein air d'après les informations données par les acteurs humanitaires présents sur le terrain.

La majorité des personnes interrogées s'est montrée satisfaite de l'état des latrines. Près de 90% ont jugé les latrines publiques « adéquates » ou « très adéquates », et un peu moins de 3% les ont trouvées « très inadéquates ». Dans les zones avec CG, ce taux monte à près de 96%. En parallèle, le problème de l'odeur aux latrines publiques n'est plus mentionné du tout par les usages comme raisons pour ne pas utiliser les latrines publiques dans les zones où des CGs sont actifs. Finalement, il reste à noter que la population semble avoir généralement bien intégré l'idée d'utiliser de latrines communes comme alternative à la défécation en plein air. 99% des personnes interrogées se sont montrées intéressées par la construction de latrines privées, et mentionnent des raisons financières comme principal frein à cette réalisation (95%), suivi d'un manque de matériaux (61%).

Pratiques d'hygiène

En parallèle d'une analyse de la situation aux points d'eau et aux latrines, l'évaluation menée dans la région de Diffa a permis de collecter certaines informations sur les pratiques d'hygiène des populations. La question centrale qui a été posée aux populations interrogées près des latrines a porté sur leurs pratiques concernant le lavage des mains, y compris sur la fréquence journalière, et sur le rapport entre lavage de mains et les activités quotidiennes.

Près de la moitié des personnes interrogées se lavent les mains entre deux et cinq fois par jour et, deux tiers de ceux-là utilisent du savon. Dans le contexte du Niger, le fait que le lavage des mains se fasse au moins deux fois par jour apparaît logique, et s'explique au moins en partie par la pratique de l'ablution avant la prière dans un pays où la religion dominante est l'Islam. Par contre, le taux d'utilisation du savon enregistré par l'évaluation apparaît plutôt élevé. S'il pourrait, d'après les informations venant du terrain, être surestimé, il est possible d'y voir également l'impact des campagnes de distributions de kits d'hygiène, incluant le savon, menées dans de nombreuses zones. En parallèle, le faible taux d'utilisation de la cendre comme alternative au savon – utilisé par 15% de la population pendant le lavage des mains – reste surprenant alors qu'il s'agit d'une alternative au savon peu onéreuse. Dans ce contexte, des évaluations supplémentaires devront clairement être menées pour estimer si le manque d'utilisation du savon est lié en priorité à une pénurie de produits d'hygiène aux marchés locaux, à une impossibilité à acheter des produits disponibles pour des raisons financières, ou un manque de connaissances des bonnes pratiques d'hygiène. Sur ce point, il faut aussi noter que l'utilisation de savon est bien plus importante dans les zones avec CGs (78%) que dans les zones sans CG (37%).

De fait, il semble que la présence ou non d'un CG influe sur d'autres comportements d'hygiène : dans les zones où les latrines sont gérées par des CGs, 60% de personnes se lavent les mains avant de cuisiner contre seulement 19% dans les zones sans CG, 68% contre 58% se lavent les mains après avoir uriné, 53% contre 8% avant de nourrir les enfants, et 65% contre 53% après la défécation. Ces différences suggèrent potentiellement un impact dû aux campagnes de sensibilisation menées par les CGs au sein de leurs communautés.

Conclusions et recommandations

L'évaluation EHA a mis en évidence une situation complexe au niveau des points d'eau de la région de Diffa au Niger. D'abord, elle a montré que ces points d'eau, même s'ils étaient majoritairement fonctionnels (à 70%) au moment de l'évaluation, restaient fortement sujets aux pannes sur des périodes prolongées, en plus d'un manque général d'aménagements. Avec pas ou peu de différences entre les points d'eau gratuits et payants, ces pannes sont difficilement prises en charge par les comités de gestion – présents sur 82% des points d'eau – à cause d'un manque de moyens, outils et pièce détachées principalement. À notre sens, le problème est ici lié au fait que, même dans les cas où une cotisation est prélevée, celle-ci est souvent trop faible pour réellement permettre au CGs de réparer régulièrement les installations. Pour les usagers, les pannes entraînent, dans 17% des cas, le recours à des stratégies dangereuses de consommation d'eau à des sources de qualité inférieure.

Ces problèmes de pannes aux ouvrages d'eau viennent compliquer une situation qui transparait comme étant déjà difficile à de nombreux endroits. Si les résultats de l'évaluation ne permettent pas d'estimer précisément la sévérité de la situation dans le secteur EHA, plusieurs indicateurs indirects permettent de voir que l'afflux de nouvelles populations a bien augmenté la pression sur les infrastructures existantes. Pour certains paramètres, et comparant les données recueillis aux standards définis par Sphère, les seuils critiques sont déjà atteints. Ainsi, près de 33% des usagers sont dans une consommation journalière comprise entre 7,5L et 15L, et 2% qui sont à moins de 7,5L. Et au moins un tiers des personnes interrogées fait la queue plus de 30 minutes au point d'eau. Il s'agit ici déjà d'indicateurs qui témoignent d'une situation qui est préoccupante. Alors que les mouvements de populations se poursuivent au Niger et depuis le Nigéria, l'éventualité d'une nouvelle dégradation de la situation humanitaire peut être envisagée à court et moyen terme.

À un autre niveau, l'évaluation a aussi mis en évidence plusieurs aspects spécifiques à la situation des latrines communes, des installations qui, bien que largement fonctionnelles (86%), souffrent du manque de moyens de la communauté – et notamment des CGs présents dans deux-tiers des cas – pour les entretenir. Comme pour les points d'eau, l'action des CGs apparaît ici aussi positive, avec un avantage pour les latrines avec CGs qui sont en moyenne mieux entretenues et mieux aménagées. En filigrane, l'évaluation a également mis en lumière le rôle de sensibilisation aux pratiques d'hygiène élémentaire joué par les CGs, qui mènent des campagnes de ce type dans les deux tiers des cas. Analysant les pratiques au niveau du lavage des mains, l'évaluation a montré que cette pratique était – avant et après toute une série d'activités de la vie quotidienne – mieux établie dans les zones où un CG est présent pour gérer les latrines.

Avec les limites présentées dans la section méthodologie, l'évaluation EHA apporte une série d'informations utiles pour mieux planifier de nouvelles réponses – notamment à long-terme – au niveau des infrastructures de la région Diffa. Le besoin d'une intervention pérenne avec des programmes de reconstruction, et non seulement dans l'urgence, se pose d'autant plus qu'une large partie du déplacement et du re-déplacement dans la zone s'inscrit dans le long terme du fait notamment de l'instabilité durable en provenance du Nigéria. Dans ce cadre, une action immédiate au niveau des infrastructures pourrait permettre de stabiliser la situation avant que les infrastructures existantes ne soient submergées par la pression démographique créée par les nouveaux arrivants. À ce titre, alors que la situation des infrastructures existantes est préoccupante, d'autres évaluations rapportent que le nombre de latrines actuellement disponibles pour la population reste largement inadéquat, particulièrement sur de nombreux sites où se concentrent les déplacés²⁰.

²⁰ Voir par exemple Koublé Iguir, *Factsheet du site spontané, Evaluation des sites spontanés, région de Diffa, Niger*, REACH Initiative, juin 2016, ([http://www.reachresourcecentre.info/...](http://www.reachresourcecentre.info/)); Kangouri, *Factsheet du site spontané, Evaluation des sites spontanés, région de Diffa, Niger*, REACH Initiative, juin 2016, ([http://www.reachresourcecentre.info/...](http://www.reachresourcecentre.info/)).

Recommandations

Évaluations

- Alors que cette évaluation a permis de récolter des informations sur la situation générale, un exercice pour identifier la sévérité dans les différentes zones pour le secteur EHA devrait être mené. Dans l'enchaînement, une priorisation par zones pourrait être définie pour mieux cibler l'intervention sur les zones et les populations les plus touchées.
- Tenant compte de la faiblesse générale des informations sur la région de Diffa au Niger pour tous les secteurs, une évaluation multisectorielle, incluant une évaluation des sévérités par secteurs, et une priorisation par secteur est préconisée. Sur la base des résultats de l'évaluation multisectorielle, des évaluations ciblées par secteur pourront aussi être définies.
- En prenant avantage de l'existence de CGs, la mise en place d'un système de suivi simple des points d'eau – sur une base bihebdomadaire ou mensuelle – pourrait permettre de renforcer largement la compréhension par la communauté de la situation dynamique aux points d'eau, et de pouvoir répondre rapidement en cas de pannes avec des soutiens ciblés aux points d'eau concernés.

Eau

- L'évaluation a montré certaines disparités dans l'accès des populations à l'eau et le traitement de l'eau. Parmi les priorités, un manque semble être présent au niveau de l'accès aux produits et techniques de traitement de l'eau. Une action pour renforcer l'accessibilité à ces produits et techniques est à mener, surtout en tenant compte du fait que les pannes aux points d'eau protégés peuvent entraîner les populations à recourir à des stratégies palliatives risquées en utilisant des sources d'eau non protégées. Les populations les plus vulnérables devraient être visées en priorité par ces interventions.
- Le problème de pannes des points d'eau reste un problème récurrent qui peut aussi empirer à mesure que les installations aux points d'eau vont s'user. Dans ce cadre, l'évaluation a montré que les actions positives des CGs aux points d'eau étaient limitées par un manque de moyens et de formation technique. Alors que la demande est forte pour plus de soutien, une aide aux CGs pourraient permettre de renforcer, à moindre frais, la fonctionnalité des points d'eau et limité le nombre et la durée des pannes.
- Il serait important de définir quels types de points d'eau n'ont pas de CG, et de pousser les communautés locales à en établir un le cas échéant avec le soutien des acteurs humanitaires. La mise en place de nouveaux CGs devrait permettre de renforcer la fonctionnalité des points d'eau.
- Il serait important pour les acteurs EHA de la région d'évaluer l'utilité de recommander aux CGs que ceux-ci inclus également des populations déplacées afin de s'assurer que tous les groupes de populations soient représentés. Cet aspect peut en outre être lié à la question de la mise en place d'un système de rotation des membres, aujourd'hui peu utilisé, au sein des CGs.

Latrines et hygiène

- Le problème des latrines est aussi lié au manque de moyens des CGs. Une action pour renforcer les CGs, autant d'un point de vue formation technique que soutien matériel (ex : produits de maintenance), devrait permettre d'améliorer la propreté et les aménagements aux latrines.
- La question de la sensibilisation aux pratiques d'hygiène et d'assainissement transparaît comme centrale. Sur ce point, un rôle positif pourrait sans doute être joué par les CGs qui pourraient assumer une partie de ce travail de sensibilisation au sein des communautés. La communauté humanitaire devrait alors en préalable mettre en place un processus de formation des formateurs pour les CGs sur les bonnes pratiques en termes d'hygiène et d'assainissement, notamment en ce qui concerne le lavage des mains.
- Un peu plus du tiers de la population n'a pas accès au savon. Après avoir identifié les facteurs exacts limitant l'accès, la communauté humanitaire pourrait mener des actions de distributions ciblées de consommables EHA.

Annexes

Annexe 1 : Liste des indicateurs points d'eau

Mode collecte	Indicateur
Information générale ouvrage	
Observation	Type d'ouvrage
Observation	Usage principal de l'ouvrage
Observation	Etat et fonctionnement
Observation	Date de création de l'ouvrage
Observation	Méthode de puisage
Observation	Type de pompe
Observation	Qualité perçue de l'eau
Observation	Présence d'un muret de protection / drain autour au point d'eau
Observation	Présence de latrines dans les 50 mètres / de bétails dans l'environnement immédiat, autour du point d'eau
Observation	Impression générale de la propreté du point d'eau
KI - Comité de gestion	# utilisateurs et estimation du % pourcentage de déplacés / hôtes utilisant le point d'eau
Statut CG	
KI - Comité de gestion	% de points d'eau ou la communauté consultée avant la construction du point d'eau
KI - Comité de gestion	Date de création du comité de gestion
KI - Comité de gestion	% pourcentage de comité de gestion avec une reconnaissance légal du comité de gestion
Fonctionnement CG	
KI - Comité de gestion	% des comités avec un bureau complet
KI - Comité de gestion	% de comités de gestion avec un équilibre du genre des membres
KI - Comité de gestion	% des membres du comité de gestion ayant suivi un enseignement primaire
KI - Comité de gestion	% des membres de comité de gestion étant été élu par les usagers
KI - Comité de gestion	% des comités de gestions
KI - Comité de gestion	% de comités de gestion ayant reçu une formation depuis les 12 derniers mois
Gestion CG	
KI - Comité de gestion	% des comités de gestions réalisant des réunions de bureau documentées
KI - Comité de gestion	% de comités de gestion documents suivant les recettes
KI - Comité de gestion	% de comités de gestion suivant les réparations de l'ouvrage
KI - Comité de gestion	% de comités de gestion ayant un contact avec un ou plus artisan réparateur
KI - Comité de gestion	Coût moyen : /litres ou par mois / ménage
KI - Comité de gestion	% estimé de la population cotisant / payant pour l'accès à l'eau
KI - Comité de gestion	Recette moyenne mensuelle
KI - Comité de gestion	% de comités avec estimation du coût mensuelle de gestion
KI - Comité de gestion	% de comités avec un fond de fonctionnement
Entretien CG	
KI - Comité de gestion	% de comités possédant des outils pour les opérations de nettoyage
KI - Comité de gestion	% de comités possédant un stock de consommable pour les opérations de nettoyage courant
KI - Comité de gestion	% de comités possédant des outils pour les opérations de maintenance
KI - Comité de gestion	% de comités possédant des un stock de pièces pour réparation usuelle

KI - Comité de gestion	Cout des opérations les plus fréquentes
KI - Comité de gestion	% de comités dont le point d'eau a subi une panne majeure dans les 6 derniers mois (coupant l'approvisionnement en eau)
KI - Comité de gestion	% de comités ayant pu réparer la panne dans les 24 / 48 / 72H
KI - Comité de gestion	Formation nécessaire au comité de points d'eau
Usagers	
Bénéficiaires dans queue	Cout pour accès à l'eau
Bénéficiaires dans queue	Temps d'attente moyen au point d'eau
Bénéficiaires dans queue	% de ménage par usage de l'eau du comité de points d'eau
Bénéficiaires dans queue	Quantité moyenne puisée par jour par ménage
Bénéficiaires dans queue	Traitement de l'eau au niveau du ménage
Bénéficiaires dans queue	Si plusieurs points, raison de l'utilisation de ce point d'eau
Bénéficiaires dans queue	Si plusieurs points d'eau, % de ménages utilisant un autre point d'eau (usage)
Bénéficiaires dans queue	% de ménage dont le point d'eau a subi une panne majeure dans les 6 derniers mois (coupant l'approvisionnement en eau)
Bénéficiaires dans queue	% de ménage ayant un accès limité cause par la panne pendant 24 / 48 / 72H
Bénéficiaires dans queue	% de ménage avec une opinion positive de l'efficacité de comité de point d'eau
Bénéficiaires dans queue	% de ménage avec pensant que la gestion de l'accès à l'eau est égale à ce point d'eau
Bénéficiaires dans queue	% de ménage dont le récipient destiné à la collecte de l'eau est pourvu d'un goulot, ou d'un couvercle
Bénéficiaires dans queue	% de ménage dont le récipient destiné à la collecte de l'eau est considéré propre

Annexe 2 : Liste des indicateurs latrines

Information générale ouvrage	
Observation	Type de latrines
Observation	Date de création de la structure
Observation	Présence d'une station de lavage de main et savon ou cendre dans la proximité immédiate
Observation	Présence d'un ou plusieurs points d'eau à moins de 50 m
Observation	Présence d'habitations / abris a moins de 50 m
Observation	Nombre de blocs
Observation	Blocs sépare male / femelle
Observation	Type de dalles
Observation	Type de superstructures
Observation	Etat général (porte / toit / mur / dalle)
Observation	Etat général de propreté
Observation	Présence de excréments humain autour de la dalle dans ou moins un des blocs
Observation	Présence de sacs plastiques qui contiennent (probablement) excrément humain dans un des blocs
Observation	Présence d'excrément humain dans les environs immédiat de la structure
Observation	Présence d'une porte et verrou garantissant l'intimité
Statut CG	
Comité d'hygiène / de gestion	Composition du comité d'hygiène
Comité d'hygiène / de gestion	Date de création du comité d'hygiène
Comité d'hygiène / de gestion	Comité d'hygiène possède des outils pour l'entretien des latrines
Comité d'hygiène / de gestion	Comité d'hygiène possède des consommables pour le nettoyage des latrines
Comité d'hygiène / de gestion	Comité a une solution PR identifiée pour vidange de la fosse / ou en cas de remplissage de la fosse
Usagers	
Usagers	% des ménages utilisant les latrines publiques
Usagers	Raison si non utilisation
Usagers	Alternative a utilisation
Usagers	Perception de l'adéquation des latrines communes
Usagers	% de ménages intéressés par latrines familiale
Usagers	Barriere pour la construction de latrines familiale
Usagers	Connaissance des dangers liés à la DAL
Usagers	Pratique de lavage des mains